

RENTRÉE SCOLAIRE

**Près de 12 millions
d'élèves rejoignent
les bancs de l'école** P.3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN



EN VISANT LE LIBAN

Israël veut une guerre régionale

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



HYDROCARBURES

**L'américain
ExxonMobil veut
investir en Algérie**

Lire l'article de A. Z. page 4

BARIKA

**Plus de 13 kilos
de cocaïne saisis,
deux arrestations** P.4



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES NATIONS UNIES

**Attaf prend part
aux travaux
de la semaine
de haut
niveau** P.3

**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P.8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Santer la planète
des plastiques



PAR JAYATI
GHOSH

Professeure d'économie à l'université
du Massachusetts Amherst, est membre
de la Commission économique
transformationnelle du Club de Rome

Faire face à la crise
du coût de la vie en Afrique



PAR HIPPOLYTE
FOFACK

Ancien économiste en chef
et directeur de la recherche à la Banque
africaine d'import-export

Les nouveaux habits trompeurs
de la politique industrielle



PAR RAGHURAM
G. RAJAN

Ancien gouverneur de la Réserve
Bank of India et économiste en chef
du Fonds monétaire international

La menace que Trump
fait peser sur la démocratie
n'a fait que croître



PAR DARON
ACEMOGLU

Professeur d'économie au MIT

DÉBAT

COMBAT DE L'ALGÉRIE
POUR UN CONSEIL
DE SÉCURITÉ PLUS
REPRÉSENTATIF

**Plaidoyer pour
l'élargissement
en faveur
de l'Afrique** P.5

Par Salah Lakoues

En visant le Liban
Israël veut une guerre régionale

Mohamed Mehdi

Samedi, 351^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre des victimes de la barbarie israélienne s'est élevé à 41.391 martyrs et 95.760 blessés, a indiqué, hier, le ministère de la Santé de l'enclave dans son rapport statistique quotidien. Le document ajoute que ce bilan englobe les 119 martyrs et 209 blessés au cours des dernières 72 heures (mercredi à vendredi, ndlr) durant lesquelles l'armée d'occupation israélienne a commis 12 massacres contre des familles dans la bande de Ghaza. « Un certain nombre de victimes sont toujours sous les décombres et sur les routes, les ambulances et les équipes de la protection civile ne pouvant les atteindre », précise encore le ministère.

Vendredi, le Conseil de sécurité (CS) des Nations unies (ONU) a mis en garde contre une escalade suite aux explosions d'appareils de communication au Liban et aux bombardements israéliens dans la banlieue sud de Beyrouth, appelant « toutes les parties » à faire preuve de retenue.

À la demande de l'Algérie, seul membre arabe du Conseil de sécurité, le CS a tenu une session au cours de laquelle il a entendu deux exposés de hauts responsables de l'ONU sur les récents développements au Liban et dans la région.

Plus tôt dans la journée de vendredi, le Liban avait annoncé 37 martyrs et des dizaines de blessés, dont un grand nombre d'enfants et de femmes, dans un multiple bombardement israélien (au moins 4 missiles de grande puissance) sur la banlieue sud de Beyrouth.

Hier, l'armée sioniste a continué ses massacres à Ghaza, bombardant plusieurs régions de l'enclave assiégée et faisant plusieurs dizaines de martyrs, dont 20 dans le ciblage d'une école dans le quartier Al-Zaytoun de la ville de Ghaza.

Les attaques d'hier ont ciblé particulièrement le sud de Ghaza, Khan Younes et Rafah. Après minuit, un bombardement ciblant un appartement résidentiel dans le quartier de Batn al-Sameen à Khan Younes, a fait plusieurs martyrs et blessés.

À l'aube, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté un martyr et plusieurs blessés lors d'un bombardement israélien contre une maison du camp de Khan Younes.

À l'ouest de Khan Younes, un bombardement israélien visant le collège universitaire de la région a fait au moins 8 blessés.

Plus au sud, à Rafah, le ministère de la Santé de Ghaza a rapporté un bilan de 5 martyrs et plusieurs blessés dans un bombardement israélien qui a visé un entrepôt du ministère du quartier Al-Zayatin, dans la région de Musabah.

Dans le centre de l'enclave, le bombardement d'une maison du quartier d'Al-Zaytoun, au sud de la

ville de Ghaza, a fait 3 martyrs et des blessés, a indiqué un correspondant d'Al Jazeera.

Dans le même quartier, un bombardement visant une école abritant des personnes déplacées, a fait 21 martyrs, dont 13 enfants et 6 femmes, et au moins 30 blessés.

Par ailleurs, la résistance palestinienne a mené vendredi et samedi plusieurs opérations contre les troupes sionistes à Ghaza.

Samedi, les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du Mouvement de la Résistance islamique (Hamas), ont diffusé une vidéo dans laquelle elles montrent le démantèlement d'un véhicule militaire piégé par les sionistes, dans la région orientale de la ville de Rafah, ainsi que la mise à terre de drones d'espionnage de l'armée d'occupation.

LE HEZBOLLAH ANNONCE
LE MARTYR
DE PLUSIEURS CADRES

Samedi, le ministre libanais de la Santé, Firas Al-Abyad, a annoncé 31 martyrs (chiffre revu à la hausse pour atteindre 37), dont 3 enfants et 7 femmes, lors des bombardements de la veille sur la banlieue sud de Beyrouth, ainsi que 68 blessés, qualifiant l'attaque de « crime de guerre ». Selon la même source, le nombre total des victimes depuis les explosions de téléavertisseurs et de radios de mardi, a atteint 70 martyrs, ajoutant que 770 blessés dans les explosions sont toujours hospitalisés, dont 152 en soins intensifs.

Vendredi soir, le Hezbollah a confirmé le martyr du commandant militaire Ibrahim Aqeel et 13 combattants, lors des bombardements israéliens dans la banlieue sud de Beyrouth. Plus tard, la même source a également confirmé le martyr du commandant Ahmed Wahbi, qui a assumé la responsabilité de la «Force Radwan» jusqu'au début de 2024, considérée comme le fer de lance du Hezbollah dans ses opérations terrestres et offensives.

Samedi également, le Hezbollah a ciblé des installations militaires israéliennes avec au moins 90 missiles, dont « 45 en moins d'une heure » selon la 13^e chaîne de l'entité sioniste. Parmi les cibles annoncées, hier, « le quartier général du bataillon Sahel à la caserne de Beit Hillel, ainsi que celui de la défense aérienne et antimissile à la caserne de Kaila », ainsi que « le centre du 631^e bataillon de reconnaissance de la brigade Golani dans la caserne Ramot Naftali » et la caserne de Zarit située dans Al-Djalil Al-A'ala au nord de la Palestine occupée.

La Treizième chaîne israélienne a rapporté que les attaques de missiles du Hezbollah ont également touché une maison et provoqué plusieurs incendies dans la région de Safed. Le Hezbollah a également déclaré avoir ciblé et détruit un char israélien Merkava sur les hauteurs d'Abou Dajj.

L'Algérie condamne
les attaques sionistes contre le Liban

L'Algérie a condamné dans les termes les plus forts les explosions provoquées par des cyberattaques sionistes ayant pris pour cible des appareils de télécommunication au

Liban, les 17 et 18 septembre en cours, faisant des dizaines de morts et de blessés, et a souligné que ces agressions constituent des « crimes de guerre » et une violation flagrante de la souveraineté du Liban et du droit international.

Dans son intervention lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité tenue vendredi pour discuter de la situation au Moyen-Orient et des attaques sionistes contre le Liban, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies (ONU), l'ambassadeur Amar Bendjama a déclaré que ces « événements tragiques » ont fait des dizaines de morts et de blessés, suite à l'explosion à distance de petits appareils de communication à travers différentes régions du Liban, ajoutant que l'auteur de ces actes « est bien connu ».

« Nous condamnons avec la plus grande fermeté ces attaques israéliennes, qui constituent une violation flagrante de la souveraineté du Liban, de la Charte des Nations unies, du droit international et des résolutions 1701 et 2749 », a affirmé M. Bendjama.

Il a réitéré « l'entière solidarité de l'Algérie avec le Liban en ces moments difficiles », tout en saluant « la réaction et la gestion responsable » par les autorités libanaises de cette grave crise afin d'éviter une nouvelle escalade.

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies a souligné que ces agressions « s'apparentent à des crimes de guerre », signalant au passage que « le caractère délibéré et aveugle de ces attaques israéliennes a semé la panique parmi les civils en visant des zones densément peuplées ».

Mettant en garde contre ce « dangereux précédent » qui transforme des engins civils en obus qui menacent la sécurité de tous, M. Bendjama a poursuivi : « Que se passerait-il si ces tactiques inhabituelles étaient reproduites par des groupes terroristes ? ».

« Au moment où la communauté internationale appelle à la désescalade, Israël pousse la région vers la guerre et étend ses actes d'agression au-delà de la Ligne bleue et s'enfonce dans le territoire libanais », a-t-il ajouté.

Il a rappelé qu'Israël a menacé de lancer une guerre totale contre le Liban, et les agressions menées par l'occupant ont été suivies « de déclarations officielles se vantant des résultats qu'il a obtenus », et ce comportement

-a-t-il dit- est une preuve supplémentaire que l'autorité sioniste « n'est pas concernée par la paix ». A ce propos, le représentant permanent de l'Algérie s'est interrogé « si les autorités d'occupation israéliennes recherchent réellement la paix avec ses voisins et sont-elles vraiment engagées dans la mise en œuvre de la résolution 2735 et d'un cessez-le-feu à Ghaza ».

Après avoir rappelé que le Conseil de sécurité a la responsabilité de faire respecter les principes consacrés par les Nations unies, il a souligné que cet organe onusien « doit mettre en œuvre ses résolutions pleinement et de manière impartiale, en particulier la résolution 1701 ».

M. Bendjama a également appelé à « mettre fin aux agressions de l'occupant israélien, qui doit se retirer de tous les territoires libanais occupés », en insistant que « mettre fin à l'occupation est le seul moyen qui ouvrira la voie à une paix et une stabilité durables dans la région ».

À la demande du Liban, l'Algérie avait appelé à la tenue d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner les graves développements dans ce pays, en particulier les explosions provoquées par des cyberattaques à grande échelle, faisant 37 morts et plus de 3 500 blessés.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Événement météo
« historique », si
tuation météorologi
que « assez excep-

Le climat
« déboussolé »

fréquents, mais on ne sait
vraiment pas, pour l'instant,
pourquoi la zone de conver-
gence intertropicale n'a pas

tionnelle », l'atmosphère « déboussolée », une « aberration » météo, les mots n'ont pas manqué pour qualifier le phénomène des pluies diluviennes qui se sont abattues en ce mois de septembre sur le Sahara, l'un des endroits les plus secs de la planète. Bien avant ce dérèglement climatique, des prévisions météorologiques ont bien annoncé que le Sahara allait enregistrer l'équivalent de plusieurs années de pluie (un à cinq ans) en deux semaines, soit un cumul supérieur à la normale entre 500 et 1.000%. En Algérie, les services de la météo ont émis pas moins de 13 BMS depuis le début du mois en cours. Les spécialistes décrivent également d'une manière scientifique précise les explications à propos du phénomène en question, à savoir « un positionnement du front intertropical qui, habituellement en fin de saison estivale, opère une remontée vers le sud du Sahara central, mais persiste encore exceptionnellement ». Quant au pourquoi de cette perturbation atmosphérique, on estime qu'il est difficile d'en cerner les véritables causes. Bien sûr, le phénomène porte un gros titre, en l'occurrence « le changement climatique », qu'on ne manque pas d'avancer sur ce plan pour expliquer toute perturbation météorologique. Les spécialistes prévoient depuis plus d'une décennie qu'il faut s'attendre à des phénomènes climatiques de plus en plus violents et de plus en plus

opéré une remontée vers le Sud comme d'habitude ni si le phénomène va se répéter d'une manière régulière.

Et, il n'y a pas que le Sahara algérien qui a subi ces pluies torrentielles, plusieurs régions en Afrique ont connu le même phénomène des précipitations supérieures à la normale, provoquant des inondations qui ont causé plus d'un millier de morts et plusieurs millions de personnes forcées au déplacement dans une vaste zone qui s'étend du Mali au Soudan. Est-ce que les prévisions des spécialistes se confirment quand ils laissaient entendre depuis plusieurs années que l'Afrique, qui contribue pour moins de 4% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, paiera les frais des pays industrialisés qui sont effectivement les plus pollueurs ? A ce rythme, plusieurs pays africains ne pourront plus subvenir à leurs besoins alimentaires à cause du changement climatique. Comme on le voit, les victimes ne sont pas responsables du changement climatique. D'où l'une des principales revendications des pays africains, soumise à chaque COP, à savoir la demande d'une réparation ou compensation par les pays pollueurs qui se classent parmi les grandes puissances de ce monde. Une revendication difficile, voire impossible, à satisfaire. A moins de mettre la pression sur ces pays pollueurs, notamment en augmentant la taxe carbone à des niveaux plus élevés.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité » - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Rentrée scolaire Près de 12 millions d'élèves rejoignent les bancs de l'école



Près de 12 millions d'élèves des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) rejoindront, aujourd'hui dimanche, les bancs de l'école au titre de l'année scolaire 2024-2025, répartis sur près de 30.000 établissements éducatifs à travers le territoire national.

Cette année, le ministère de l'Education nationale a choisi de consacrer le cours inaugural à la sécurité routière afin de sensibiliser les élèves à cette thématique.

Le ministère a aussi décidé plusieurs mesures pédagogiques, dont la restructuration des matières et des horaires pour les première et deuxième années du cycle de l'enseignement primaire dans le cadre de la démarche visant alléger le programme scolaire au profit des activités culturelles, sportives et artistiques, en vue de développer les aptitudes des élèves dans ces disciplines.

Il s'agit d'inculquer aux élèves les connaissances fondamentales, notamment en linguistique et en mathématiques, ainsi que les aptitudes manuelles et techniques dont ils ont besoin, les valeurs religieuses et morales, outre l'éducation physique.

A ce titre, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed avait annoncé que «le volume horaire des activités sportives et artistiques dans le cycle primaire passera de 7% à 20%, par l'ajout d'une heure d'éducation sportive, soit un total de deux heures par semaine, et de 45 minutes d'éducation artistique, soit un total d'une heure et demie par semaine. L'apprentissage des mathématiques sera renforcé par l'ajout de 30 minutes par semaine consacrées aux jeux mathématiques. Ainsi, le secteur a défini la nouvelle grille des matières et des horaires du cycle primaire, avec un total de 21 heures par semaine, réparties comme suit : 11 heures pour la langue arabe, 5 heures pour les mathématiques, une heure et demie pour l'éducation islamique, une heure et demie pour l'éducation artistique et deux heures pour l'éducation physique et sportive. Cette année, un total de 1.700 écoles primaires seront dotées de tablettes, portant ainsi à 5000 le nombre d'écoles équi-

pées de cet outil au niveau national. Le programme de la langue anglaise sera étendu avec l'introduction de cette matière en cinquième année primaire, en sus de la généralisation de l'éducation préscolaire.

A l'occasion de cette année scolaire, l'Etat continue de promouvoir les filières mathématiques et math-techniques, en encourageant l'orientation vers ces filières, tout en tenant compte du profil des élèves orientés.

La rentrée scolaire de cette année verra aussi l'élargissement de l'enseignement de la langue amazighe et l'ouverture de classes préparatoires, en concrétisation du principe d'égalité des chances et d'équité entre les différentes régions du pays. Concernant les nouvelles infrastructures, un total de 604 établissements éducatifs seront réceptionnés à travers le pays, dont 354 nouvelles écoles primaires, 162 CEM et 88 lycées, ainsi que 459 cantines scolaires à travers le pays.

S'agissant des manuels scolaires, le ministre de l'Education nationale a ordonné de lancer la vente des livres via la plateforme de l'Office national des publications scolaires (ONPS) et de prendre toutes les mesures pour assurer leur arrivée aux établissements éducatifs.

Parmi les autres mesures prises par le ministère, figurent l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ainsi que la numérisation dans toutes les opérations liées à la scolarité, à la formation et au recrutement dans le secteur.

Dans le volet social, le ministère a œuvré à la concrétisation des opérations de solidarité scolaire en faveur des élèves issus de familles nécessiteuses, à travers la distribution d'allocations de scolarité en coordination avec les collectivités locales, le secteur de la solidarité nationale et les associations des parents d'élèves.

Le secteur a également veillé à assurer l'accompagnement pédagogique des élèves aux besoins spécifiques, tout en renforçant la prise en charge des élèves malades hospitalisés pour une longue durée et ce en coordination avec le secteur de la santé.

Assemblée générale des Nations Unies Attaf prend part aux travaux de la semaine de haut niveau

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé à New York pour prendre part aux travaux de la semaine de haut niveau de la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, indique un communiqué du ministère.

M. Attaf participera, en tant que représentant de Monsieur le président de la République, au Sommet de l'avenir, prévu les 22 et 23 septembre, ainsi qu'au débat général de l'Assemblée générale, prévu du 24 au 30 septembre sur le thème «Agir ensemble pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures», selon le communiqué.

L'Algérie étant membre du Conseil de sécurité onusien, le ministre participera également à plusieurs réunions de haut niveau qui seront organisées dans ce cadre parallèlement aux travaux de l'Assemblée générale, notamment la séance de débat programmée à la demande de la délégation algérienne sur la cause palestinienne et la réunion à laquelle a appelé la présidence slovène du Conseil



de sécurité sur l'activation du rôle du multilatéralisme dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

En marge des travaux de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale, M. Attaf participera aussi aux réunions programmées dans le cadre des groupes géopolitiques auxquels appartient

notre pays, à l'instar de la Ligue arabe, de l'Union africaine, de l'Organisation de la coopération islamique, du Mouvement des non-alignés et du G77+Chine.

Le ministre aura, par ailleurs, plusieurs rencontres bilatérales avec ses homologues des pays frères, amis et partenaires de notre pays, conclut le communiqué.

Raïna Raïkoun

El yazid Dib

L'attaque «cybernétique» israélienne commise récemment contre des citoyens libanais ne peut

être qu'un prélude provocateur et une déclaration de guerre pensée depuis longtemps. Puisque les attaques aériennes ont déjà commencé.

Après les attentats à distance, voilà que des bipeurs explosent au sein même des paumes de leurs détenteurs. C'est dire que la technologie n'est pas uniquement au service de l'homme. Elle le détruit. Ainsi, tout boîtier portable de télécommunication est susceptible de constituer une bombe personnelle. En plus du piratage des informations, du ciblage des personnes, du pompage des données, chose aisée, un quelconque gadget électronique devient un outil militaire. Et l'on ne sait pas ce que nous réserve en ce sens l'avenir. Certainement, il y aura d'autres stupeurs dans cette industrie électro-diabolique. Un téléviseur qui pète, une montagne qui s'effondre, une pluie qui fait feu.

Avec cet incipit tragique, c'est le branle-bas de combat qui est à pied d'œuvre aux portes du Liban. Devant l'hystérie belliqueuse de l'entité sioniste une guerre contre le Liban n'est pas impossible. L'on semble viser le Hezbollah, mais ça sera comme à Ghaza, où il n'y a pas que les «terroristes» qui meurent. Le Hezbollah est as-

La guerre aux portes du Liban

sez conscient de ce qu'il fait et de ce qui l'attend. Le spectre d'une série de massacres, hors normes, règne ainsi sur le ciel

sud-libanais pour s'étendre jusqu'à Beyrouth.

Ce n'est pas la première fois que ce beau pays rentre sans sa volonté dans le tourbillon du malheur régional pour subir les affres des attaques israéliennes. À chaque incursion, un motif. Ça varie toujours entre la résistance palestinienne et celle du Hezbollah.

Comme Hamas, celui-ci est un cauchemar épouvantable pour l'entité. Chercher à l'anéantir n'est pas une fin en soi. L'on vise principalement son mentor. L'Iran et toutes ses succursales dans la région.

Ainsi au moment même où l'Assemblée générale des Nations Unies exige «le retrait des forces israéliennes des territoires palestiniens, l'arrêt de nouvelles colonies, la restitution des terres et propriétés saisies et le retour des Palestiniens déplacés», Israël s'apprête à attaquer, sans rougir, le Liban. État voyou, il est encouragé par la politique de proxénétisme de ses alliés.

A l'instar du génocide de Ghaza, l'on voit déjà des voix s'élever, des condamnations s'annoncer, pas plus. De la simple réprobation en mode femelle.

Intempéries 22 personnes piégées par les eaux secourues

Les unités de la Protection civile ont effectué plusieurs interventions suite aux importantes chutes de pluie enregistrées sur plusieurs wilayas du pays durant les dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Ces interventions ont porté sur des opérations d'épuisement et de pompage d'eaux pluviales, ainsi que le sauvetage de personnes en situation de danger. A Bechar, les

secours de la Protection civile sont intervenus pour le sauvetage d'une personne cernée par les eaux d'Oued Safaïa dans la commune El Abadla et de trois autres à bord d'une motocyclette cernées par la montée des eaux d'Oued Remta au lieudit Aghelal dans la commune de Taghit. A El Bayadh, les mêmes secours ont sauvé 5 personnes: 3 à bord d'un véhicule cerné par les eaux pluviales au carrefour

de la commune de Sidi Slimane et 2 autres à bord d'une motocyclette au lieudit zone Hassi Djerbaa.

A Beni Abbes, une personne à bord d'un véhicule cerné par les eaux d'Oued Saoura, commune de Beni Abbes, a été sauvée, alors dans la wilaya de Tindouf, 12 personnes à bord d'un véhicule cerné par les eaux d'Oued Merkala, dans la commune de Tindouf, ont été sauvées.

Hydrocarbures L'américain ExxonMobil veut investir en Algérie

A. Z.

Le forum organisé, à Houston (Etats-Unis), par le Conseil d'affaires algéro-américain et la Chambre de commerce algéro-américaine a permis au Pdg du groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, de nouer d'importants liens avec les plus grandes firmes internationales, dont ExxonMobil, Chevron et Occidental. Ayant pris part aux travaux de ce forum en compagnie d'une délégation de haut niveau, M. Rachid Hachichi a eu des contacts avec des responsables de grandes sociétés énergétiques américaines telles que «ExxonMobil» qui a affirmé sa volonté d'investir à long terme en Algérie, indique vendredi un communiqué du Groupe. Ainsi, le vice-président chargé de l'exploration et des nouvelles opportunités de la société ExxonMobil, John Ardil, s'est dit optimiste de travailler avec Sonatrach et a exprimé la volonté d'ExxonMobil d'investir à long terme en Algérie dans le secteur de l'énergie, compte tenu du système fiscal pétrolier incitatif accordé par l'Algérie aux investisseurs», précise le communiqué. Il a également insisté sur «l'engagement d'ExxonMobil à adopter les meilleures pratiques en matière de protection de l'environnement et de réduction de l'empreinte carbone dans le cadre de ses opérations», ajoute la même source. De son côté, la vice-présidente chargée de l'exploration internationale chez Chevron, Liz Schwarze, a salué la loi algérienne sur les hydrocarbures en vigueur, qui offre plusieurs avantages aux investisseurs, selon le communiqué. La même responsable a qualifié l'investis-

tissement dans les hydrocarbures en Algérie de très incitatif en raison de l'existence d'une infrastructure solide, notamment le réseau de pipelines transcontinentaux et les usines de gaz naturel liquéfié, facilitant ainsi la commercialisation du gaz vers l'Europe.

De son côté, le Pdg de Sonatrach a mis en avant «l'engagement permanent de Sonatrach à explorer de nouveaux horizons d'investissement, notamment dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables, de l'hydrogène et de l'efficacité énergétique», rappelant «les avantages et les mesures incitatives présentés par la loi algérienne sur les hydrocarbures aux investisseurs», relève le même communiqué.

LA SOCIÉTÉ JAPONAISE «JGC» INVITÉE À SOUMETTRE SES OFFRES

Au 2^e jour de leur participation à la Conférence mondiale de l'énergie «Gastech» à Houston (Etats-Unis), le Pdg du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi et la délégation l'accompagnant ont tenu des réunions de travail avec des responsables de plusieurs grandes sociétés énergétiques, a indiqué, vendredi, un communiqué du groupe public. Parmi ces rencontres qui ont eu lieu, jeudi, M. Hachichi s'est entretenu avec M. Masayuki Sato, président de la société japonaise «JGC» spécialisée dans la réalisation de grands projets énergétique selon le modèle EPC (Engineering, Procurement & Construction), et qui a réalisé, dans le cadre de ses contrats avec Sonatrach, plusieurs projets importants dont le projet «Boosting III», Eta-

pe 1 à Hassi R'mel. Lors de cette rencontre, la délégation de Sonatrach a invité la société japonaise à soumettre ses offres dans le cadre des projets de Sonatrach à moyen terme. Au terme de cette réunion, le Pdg de Sonatrach a tenu une réunion de travail avec la délégation de la société américaine «Baker Hughes», conduite par son Pdg Lorenzo Simonelli, avec lequel il a abordé «le partenariat bilatéral à travers leurs deux filiales ALGESCO et APAC», convenant dans ce cadre de réaménager l'atelier de réparation des machines et des turbines de la filiale ALGESCO à Boufarik dans la wilaya de Blida», précise le communiqué. L'accent a été également mis sur «l'état d'avancement de la fabrication des compresseurs à turbines destinés à la réalisation de la station Boosting III, Étape 2 à Hassi R'mel, qui progresse suivant les délais impartis», ajoute la même source. Aussi, le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a eu des entretiens avec une délégation libyenne de haut niveau, conduite par le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdel-Sadek, et ce, en marge de sa participation à la Conférence mondiale sur l'énergie Gastech à Houston, indique un communiqué du groupe public. Cette rencontre a porté sur la coopération dans le cadre du mémorandum d'entente signé entre Sonatrach et la compagnie pétrolière nationale de la Libye (NOC), auquel un avenant avait été introduit en début d'année, pour la reprise de l'activité du groupe algérien au titre de ses engagements contractuels et le développement des gisements pétroliers et gaziers découverts en partenariat en Libye.

Traitement des voyageurs et dédouanement des véhicules Douanes: vers la mise en place d'un système d'information

Le Directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouché, a affirmé samedi à Alger, que les services des Douanes s'attelaient à mettre en place un système d'information dédié au traitement des voyageurs et des déclarations électroniques de devise, ainsi qu'au dédouanement des véhicules.

M. Bakhouché s'exprimait lors d'une journée d'information sur «l'interconnexion du système d'information des Douanes et de la plateforme numérique de la communauté portuaire d'échange de données (APCS)», en présence des ministres des Transports, Mohamed El Habib Zahana, des Finances, Laaziz Faïd, et de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa.

«La Direction générale des douanes (DGD), s'attèle actuellement, à prendre toutes les mesures à même de permettre la mise en service du système de traitement des voyageurs, dès sa finalisation», souligne le Général-major Abdelhafid Bakhouché, précisant que ce système comprenait «les unités chargées de la délivrance des Titres de Passage en Douane (TPD), les déclarations électroniques de devise,

et diverses formalités douanières liées aux voyageurs, y compris le dédouanement des véhicules».

Cette démarche intervient dans le cadre du parachèvement de la réalisation du nouveau système d'information des Douanes, entrée en service en novembre 2023, a affirmé le DG, soulignant que le développement des autres logiciels du système d'informations, était en cours, pour les lancer prochainement».

Les équipes du projet s'emploient actuellement à renforcer le nouveau système d'information des douanes par une plateforme numérique permettant de relier le système des douanes aux systèmes d'information des différents ministères et organes gouvernementaux concernés par la délivrance de licences et de certificats administratifs relatifs aux opérations d'exportation et d'importation, a fait savoir le Général-major Bakhouché.

Il a, à ce titre, rappelé les essais préliminaires réalisés, en juillet dernier, concernant les documents administratifs délivrés par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que le minis-

Barika

Plus de 13 kilos de cocaïne saisis, deux arrestations

Les personnels des Services de Sécurité spécialisés de la 5e Région militaire, soutenus par le personnel de la Brigade de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Barika ont arrêté, mercredi dernier, deux narcotrafiquants et saisi une importante quantité de drogue, indique samedi le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. "Dans la dynamique des

efforts continus visant à lutter contre la criminalité organisée sous toutes ses formes, les personnels des Services de Sécurité spécialisés de la 5e Région militaire soutenus par le personnel de la Brigade de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Barika ont arrêté le 18 septembre 2024 deux (02) narcotrafiquants", note la même source.

Cette opération qualitative a permis

"la saisie de 13,20 kilogrammes de cocaïne, 08,80 kilogrammes de kif traité, un (01) pistolet de confection artisanale, douze (12) cartouches et 9200 comprimés psychotropes". "Cette opération réitère, une fois de plus, la détermination des unités de l'Armée nationale populaire à lutter contre toutes les formes de criminalité organisée et de préserver la stabilité et la sécurité du pays", ajoute le communiqué.

Chanegriha félicite Tebboune pour sa réélection

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué, samedi, une visite de travail à la 1ère Région militaire à Blida où il a donné des orientations dans la perspective de faire de l'année de préparation au combat 2024-2025 une réussite, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre des visites de travail et d'inspection aux différentes Régions militaires et à quelques jours de l'ouverture de l'année de préparation au combat 2024-2025, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a effectué, ce samedi 21 septembre 2024, une visite de travail à la 1ère Région militaire où il a donné un ensemble d'instructions et d'orientations dans la perspective de faire de cette année de préparation au combat une réussite», précise la même source

A l'entame, et après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-major Ali Sidani, Commandant de 1ère Région militaire, au niveau de l'Ecole nationale des Techniciens de l'Aéronautique, le Général d'Armée a tenu une rencontre avec les cadres de la 1ère Région militaire lors de laquelle il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence sur l'ensemble des Commandements de Forces, des Régions militaires et des Grandes unités et à travers laquelle il a exprimé «sa satisfaction pour cette visite de travail qui constitue une occasion pour inciter les personnels à valoriser les acquis et à remédier aux lacunes enregistrées, afin d'assurer le plus grand succès à cette nouvelle année de préparation au combat», ajoute le communiqué.

«Je tiens, tout d'abord, à faire part de ma grande satisfaction pour la tenue de cette visite d'inspection et de travail qui m'offre l'opportunité de rencontrer les cadres et les personnels de la 1ère Région militaire et de m'adresser aux commandants, cadres et personnels des Commandements et des autres Régions militaires à travers le système de visioconférence, pour donner un ensemble d'instructions et d'orientations dans la perspective de faire réussir l'année de préparation au combat 2024-2025 que nous voulons être une occasion pour valoriser les acquis et remédier aux lacunes enregistrées durant l'année écoulée, afin de nous acquitter parfaitement des missions qui nous sont assignées et de nous adapter continuellement aux mutations géopolitiques qui nous entourent», a déclaré le Chef d'Etat-major de l'ANP.

«En effet, les mutations accélérées qui s'opèrent dans la sous-région et aux abords de nos frontières nationales, nous appellent à redoubler de vigilance, à faire preuve davantage de prudence et à consolider les dispositifs de surveillance, tout en veillant à apporter les améliorations et les ajustements appropriés à ce qui a été accompli jusqu'à présent et ce, en droite ligne avec les objectifs tracés pour cette nouvelle année, que ce soit

en termes de préparation au combat des personnels et des unités, du rehaussement de la disponibilité du Corps de batailles de l'Armée nationale populaire, ou encore en termes de sécurisation de nos frontières, de lutte contre les réseaux de narcotrafiquants, d'immigration clandestine et de criminalité organisée sous toutes ses formes», a-t-il souligné.

A cette même occasion, le Général d'Armée a adressé, en son nom et au nom de l'ensemble des personnels de l'ANP, «ses félicitations à Monsieur Abdelmadjid Tebboune pour sa réélection à la présidence de la République suite aux élections présidentielles anticipées du 7 septembre 2024».

Il a également exprimé «sa gratitude envers l'ensemble des personnels de l'ANP et des différents services de sécurité pour leur contribution à la réussite de ce rendez-vous électoral crucial».

«A l'occasion de la réélection de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, suite aux élections présidentielles de ce 7 septembre, il m'est agréable à lui adresser, en votre nom à tous, mes plus chaleureuses félicitations pour la confiance renouvelée que le peuple algérien a placée en lui, en le réélisant pour un second mandat et poursuivre le processus d'édification de l'Algérie nouvelle», a-t-il ajouté.

«Tout comme nous réitérons, au sein de l'ANP, notre engagement à poursuivre le travail sous sa conduite, avec abnégation et dévouement dans le but de consolider la sécurité et la stabilité du pays, rehausser davantage la disponibilité opérationnelle de notre valeureuse armée et conforter son professionnalisme, afin de lui permettre de faire face à toutes les menaces et mettre en échec tous les plans subversifs et hostiles», a-t-il affirmé.

«Je tiens également à adresser mes félicitations à l'ensemble des personnels de l'ANP et aux différents services de sécurité, en guise de reconnaissance à leurs efforts considérables, et le sens élevé du devoir et de responsabilité dont ils ont fait preuve, démontrant, une fois de plus, leur disposition à contribuer efficacement à la réussite de ce genre de rendez-vous importants à travers la sécurisation de toutes les étapes du processus électoral, faisant de cet événement une autre étape décisive dans l'établissement d'une véritable démocratie et la sauvegarde de notre régime républicain», a encore soutenu le Chef d'Etat-major de l'ANP.

A l'issue, le Général d'Armée a donné aux personnels «un ensemble d'instructions et d'orientations portant dans leur ensemble sur la nécessité de maintenir l'aptitude opérationnelle des unités et consolider les facteurs de sécurité et de stabilité à travers l'ensemble du territoire national, avant de suivre avec un grand intérêt, les interventions des cadres de la Région qui ont fait part de leurs préoccupations et propositions», conclut le communiqué du MDN.

Combat de l'Algérie pour un Conseil de sécurité plus représentatif Plaidoyer pour l'élargissement en faveur de l'Afrique

Par Salah Lakoues

La proposition des États-Unis d'élargir le Conseil de sécurité de l'ONU à deux membres africains sans droit de veto soulève plusieurs questions et critiques, notamment en ce qui concerne la perception d'un traitement inégal à l'égard des pays africains.

1. LE DROIT DE VETO : UN INSTRUMENT DE DOMINATION

L'absence de droit de veto pour les nouveaux membres africains est perçue par beaucoup comme un acte de mépris et un déni de l'égalité des nations. Le veto est l'un des éléments fondamentaux qui confèrent un pouvoir réel aux membres permanents du Conseil de sécurité. Sans ce droit, les nouveaux membres africains seraient limités à une influence marginale, sans pouvoir bloquer ou opposer leur avis sur les décisions cruciales qui affectent la paix et la sécurité mondiales.

En ce sens, ne pas accorder le droit de veto à l'Afrique revient à maintenir une forme de domination des anciennes puissances coloniales sur le continent, tout en donnant l'illusion d'une représentation élargie. Cela reflète une conception déséquilibrée de la gouvernance internationale, où certains pays sont traités comme des acteurs de second rang, malgré l'importance croissante du continent africain dans les affaires internationales.

2. LE POIDS GÉOPOLITIQUE DE L'AFRIQUE NÉGLIGÉ

L'Afrique est un continent de plus de 1,3 milliard d'habitants, avec des ressources naturelles stratégiques, des économies émergentes, et une influence croissante dans les affaires internationales. Toutefois, la structure actuelle du Conseil de sécurité, dominée par les grandes puissances occidentales et leurs alliés, ne reflète pas l'évolution du monde multipolaire où l'Afrique joue un rôle central dans les dynamiques géopolitiques, notamment en matière de sécurité et de développement. La proposition de membres sans droit de veto peut être interprétée comme une tentative de maintenir cette dynamique déséquilibrée, empêchant l'Afrique de jouer un rôle égal dans la prise de décision internationale, tout en feignant une réforme.

3. LE SENTIMENT DE MÉPRIS ET DE NÉOCOLONIALISME

De nombreux Africains et leurs dirigeants pourraient voir dans cette proposition une forme subtile de néocolonialisme. L'idée que les membres africains seraient présents au Conseil de sécurité, mais sans avoir accès au même niveau d'autorité que les autres membres, renforce le sentiment que les grandes puissances continuent de voir l'Afrique comme un continent subordonné. Ce traitement différencié alimente le ressentiment contre un ordre mondial qui semble perpétuer les hiérarchies héritées de l'époque coloniale.

4. LA RÉPONSE AFRICAINE : UNE DEMANDE DE JUSTICE

Les pays africains réclament depuis



des années une réforme du Conseil de sécurité qui reflète mieux la réalité géopolitique actuelle. Le Groupe des 54 pays africains a clairement exprimé son souhait d'avoir une représentation permanente avec tous les droits, y compris le droit de veto. La proposition américaine, en excluant le droit de veto, ne répond donc pas à ces aspirations et semble ignorer les demandes légitimes du continent africain pour une représentation équitable et pleine au sein des instances internationales.

5. UN MONDE MULTIPOLAIRE EN ÉVOLUTION

Le refus d'accorder aux pays africains le droit de veto pourrait également renforcer la fracture entre le Nord et le Sud. Le Sud global, dont l'Afrique fait partie, aspire à un monde multipolaire où la prise de décision internationale serait plus démocratique et inclusive. En maintenant un déséquilibre de pouvoir au sein du Conseil de sécurité, les États-Unis et leurs alliés risquent d'accroître la méfiance entre les grandes puissances et les pays en développement, favorisant ainsi l'émergence d'alternatives à l'ordre mondial occidental, comme les BRICS, où l'Afrique pourrait trouver une meilleure reconnaissance de son poids géopolitique.

La proposition des États-Unis d'élargir le Conseil de sécurité de l'ONU sans accorder le droit de veto aux membres africains est largement perçue comme une manœuvre dilatoire qui perpétue l'injustice historique et les inégalités de pouvoir dans le système international. Pour que la réforme du Conseil soit véritablement significative et respectueuse des aspirations des nations africaines, elle doit inclure des droits égaux pour tous les membres permanents, y compris le droit de veto, afin de garantir une véritable égalité dans la prise de décision mondiale.

Une véritable réforme des organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OMS, et d'autres est effec-

tivement indispensable pour donner un sens au multilatéralisme dans le monde contemporain. Actuellement, ces institutions sont souvent perçues comme étant biaisées en faveur des puissances occidentales, et leur structure de gouvernance ne reflète pas l'équilibre mondial actuel, marqué par l'émergence de nouvelles puissances économiques et politiques, notamment du Sud global. Voici pourquoi une réforme est nécessaire :

1. LE BESOIN D'UNE GOUVERNANCE PLUS ÉQUITABLE

La plupart des grandes organisations internationales sont dominées par les pays riches, principalement les États-Unis, l'Union européenne et leurs alliés. Par exemple, au FMI et à la Banque mondiale, les décisions sont largement influencées par les pays ayant les contributions financières les plus importantes. Cela crée un déséquilibre où les pays en développement, pourtant les plus affectés par les politiques de ces institutions, ont peu de voix. Une réforme nécessiterait une révision du système de vote pour donner plus de poids aux pays émergents et en développement.

2. UNE ARCHITECTURE ÉCONOMIQUE MONDIALE OBSOLETE

Les institutions financières internationales, notamment le FMI et la Banque mondiale, fonctionnent sur des principes et des structures hérités de l'après-guerre, qui ne correspondent plus à l'ordre économique actuel. Par exemple, le FMI impose souvent des programmes d'austérité aux pays en crise, ce qui aggrave parfois la situation économique et sociale. Une réforme s'impose pour réorienter ces institutions vers des politiques de développement plus inclusives et adaptées aux réalités locales, en prenant en compte les enjeux environnementaux et les objectifs de développement durable.

3. RÉDUIRE LES ASYMÉTRIES COMMERCIALES : LE RÔLE DE L'OMC

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), bien qu'ayant pour objectif de promouvoir un commerce libre et équitable, est souvent critiquée pour favoriser les pays les plus industrialisés. Les pays en développement réclament des règles commerciales plus justes qui tiennent compte des besoins de leurs économies locales, notamment en matière de protection de certains secteurs stratégiques et de soutien à l'industrialisation. Une réforme de l'OMC devrait viser à rétablir un véritable équilibre dans les négociations commerciales et à promouvoir un commerce qui aide les pays pauvres à se développer, plutôt que de les contraindre à une ouverture complète et immédiate de leurs marchés.

4. UNE RÉPONSE MONDIALE AUX CRISES SANITAIRES : L'OMS

La crise de la Covid-19 a mis en évidence les limites de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), non seulement en matière de préparation aux pandémies, mais aussi en termes d'accès inégal aux vaccins et aux traitements. La réforme de l'OMS doit inclure un renforcement de ses pouvoirs pour garantir une meilleure coordination internationale et un accès équitable aux soins de santé. Cela inclut une meilleure représentation des pays en développement dans la prise de décision afin que les politiques sanitaires mondiales répondent mieux à leurs besoins.

5. PROMOUVOIR UN VÉRITABLE MULTILATÉRALISME INCLUSIF

Le multilatéralisme actuel est souvent critiqué pour être un outil de maintien de l'hégémonie des grandes puissances occidentales. Pourtant, un véritable multilatéralisme suppose une gestion collective et inclusive des affaires mondiales, où toutes les voix, y compris celles des pays du Sud, sont entendues et respectées. Les organisations internationales doivent être réformées pour refléter cette vision en intégrant davan-

ge les intérêts des économies émergentes et en permettant une gouvernance plus participative.

6. LA MONTÉE DES BLOCS ALTERNATIFS : BRICS, UA, ASEAN

En l'absence de réformes des organisations internationales, de nombreux pays se tournent vers des alternatives comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), l'Union africaine (UA) ou l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ces organisations offrent des forums où les pays du Sud global peuvent mieux faire valoir leurs intérêts. Si les institutions internationales traditionnelles ne se réforment pas, elles risquent de perdre leur légitimité et leur pertinence, au profit de ces nouveaux blocs.

7. VERS UNE RÉFORME GLOBALE POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE

Dans un monde multipolaire, il est crucial que les organisations internationales ne soient pas uniquement les instruments des grandes puissances économiques, mais qu'elles servent également les intérêts des pays en développement. Cela nécessite des réformes structurelles qui démocratisent la gouvernance de ces institutions, tout en favorisant des politiques qui tiennent compte des réalités économiques, sociales et écologiques actuelles.

Conclusion

Une réforme des organisations internationales est cruciale pour garantir que le multilatéralisme soit véritablement inclusif et équitable. Ces réformes doivent aboutir à une redistribution du pouvoir de décision, une meilleure prise en compte des réalités locales, et une réponse plus efficace aux défis mondiaux tels que la pauvreté, les inégalités, et le changement climatique. Faute de telles réformes, ces institutions risquent de devenir obsolètes et de perdre leur pertinence dans un monde en pleine mutation.

L'étude en cours de finalisation Vers une section autoroutière via la RN4 pour desservir la ZI de Tafraoui

Longue de 12 km, une nouvelle liaison autoroutière est projetée à partir de la RN4 dans l'optique d'une meilleure interconnexion de la Zone industrielle de Tafraoui avec le réseau routier local et inter-wilayas, notamment les grandes voies de transport que sont l'autoroute Est-Ouest et la pénétrante portuaire. L'étude d'avant-projet définitive (APD) en est à ses dernières retouches.

Houari Saaïdia

Elle aura pour point de départ la bretelle à hauteur de l'échangeur El Hamoul/Tafraoui sur la route nationale n°4 (RN4) et s'étendra sur 12 km en tracé autoroutier neuf contournant le village d'El Hamoul et les patelins épars pour aboutir jusqu'à la Zone industrielle de Tafraoui, avec comme objectif principal la fluidification du trafic de transport de marchandises et partant la réduction du temps de déplacement. En fait, l'étude prévoit deux variantes. La première, la plus avantageuse en termes de coût, consiste à dédoubler et à réadapter la RN 108 en conservant le même tracé qui prend départ de l'échangeur d'El Hamoul sur la RN 4. Autrement dit, il s'agit dans ce premier cas d'une approche « simpliste » qui suggère la reconfiguration du profil de l'ancienne route à double voie en section autoroutière « 2 fois 2 voies » sur une dizaine de kilomètres. La deuxième variante, la plus onéreuse financièrement mais la plus pertinente fonctionnellement, propose la réalisation d'un nouvel échangeur en pont avec une bretelle qui dessert via une autoroute en tracé neuf, à l'effet de contourner le village d'El Hamoul, en guise de raccourcis réservé aux poids lourds et les véhicules lents à destination de la ZI de Tafraoui sur 13 km. Pas de gros soucis en ce qui concerne les terres agricoles à travers desquelles devra se frayer un chemin le tracé de cette 2^e variante étant donné qu'il s'agit d'exploitations EAI et EAC à base d'arrêtés de concession (droit de jouissance) et non de domaines agricoles privés avec titres de propriété, précise-t-on. L'alternative d'une combinaison par tronçons entre les deux variantes est également

prise en ligne de compte par le maître d'œuvre.

VOIE DE CIRCULATION APPROPRIÉE POUR LES POIDS LOURDS

En plein essor depuis l'implantation de l'usine Fiat, qui joue dès lors un rôle d'entraînement allant bien delà de la petite sphère liée au réseau de sous-traitance de la construction automobile, la zone industrielle de Tafraoui aux contours géométriques encore ouverts ne pouvait plus s'accommoder avec la configuration routière obsolète qui la connecte à la métropole. Une vieille petite route à double sens usée jusqu'au corps de chaussée qui dessert sur son passage le patelin d'El Hamoul et d'innombrables hameaux épars, accessible par une bretelle à partir d'un échangeur en pont sur la RN4 reliant Oran à Oued Tlélat. Tel est jusqu'ici le passage obligé pour rallier la ZI de Tafraoui, mais également des dizaines d'entités industrielles et de plateformes logistiques pignon sur rue installés tout au long de l'axe qui se prolonge jusqu'aux frontières avec la wilaya d'Aïn Témouchent via Tamzourah. La situation était déjà compliquée mais avec l'arrivée de Fiat elle est devenue tout simplement intenable. Et, en tout cas, encore plus handicapante pour la dynamique économique induite sur son sillage par l'émergence d'un grand parc industriel en devenir. Il fallait donc rectifier le tir par la mise en place d'une voie d'accès appropriée afin de fluidifier le trafic de transport de marchandises et le mouvement de va-et-vient vers ce nouveau pôle. Un acte qui aurait dû être accompli antérieurement dans le cadre d'une étude globale d'aménagement d'une nouvelle

ZI comprenant, cela s'entend, le module accessibilité. Devant le fait accompli et pour parer au plus pressant, une étude a été confiée au CTTTP (Organisme national de contrôle technique des travaux publics) pour concevoir une liaison autoroutière directe entre la ZI de Tafraoui et la RN 4, et par effet d'interconnexion l'autoroute Est-Ouest (AEO) et la pénétrante du port d'Oran.

EFFET D'ENTRAÎNEMENT SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

En cours de finalisation, selon le wali Saïd Sayoud qui a le mérite d'avoir boosté le projet de cette zone industrielle en accélérant les travaux de VRD, les réseaux secondaires et tertiaires tout en veillant de très près sur l'échéancier d'entrée en production de l'usine Fiat, son extension et sa montée en puissance graduelle, l'étude du CTTTP sera bientôt soumise à l'approbation. Relevant administrativement de la commune de Tafraoui, l'une des plus pauvres contrées d'Oran, la modeste agglomération d'El Hamoul est sortie de l'anonymat peu à peu à la faveur de certains grands projets qui ont élu domicile dans sa zone d'activité déstructurée et désarticulée, à l'image de la grande raffinerie oranaise du sucre du groupe Berrahal et le complexe de trituration de graines oléagineuses, raffinage et conditionnement des huiles végétales du groupe SIM. Mais c'était sans nul doute surtout grâce au fameux projet d'usine du constructeur automobile Fiat inaugurée en décembre 2023, dans le cadre d'un partenariat avec le groupe multinational Stellantis, que la région de Tafraoui et plus en particulier sa localité d'El Hamoul ont gagné en notoriété.

En vue d'un éventuel relogement Des commissions pour le recensement des habitations illicites à Aïn El Beïda

K. Assia

Des commissions sont à pied d'œuvre pour le recensement des habitations illicites situées dans la localité de Aïn El Beïda, selon des sources communales. Cette opération entamée, depuis près d'une semaine, porte sur l'élaboration d'une liste détaillée et précise sur toutes ces habitations de fortune sises dans cette zone relevant de la commune d'Es-Sénia. Les autorités locales envisagent, une fois toutes les procédures de recensement et d'enquête ficelées, de reloger les familles répondant aux critères exigés pour l'obtention d'un logement dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et en finir avec ce dernier bidonville relevant de l'APC d'Es-Sénia. Classée en deuxième position après la daïra d'Oran, en nombre élevé de constructions illicites, la daïra d'Es-Sénia a bénéficié, ces deux dernières années, de deux grandes opérations de relogement au profit des familles des bidonvilles de la cité CUMO et de Sebika où un total de 1.514 familles ont été relogées à Béthioua et Oued Tlélat. Il s'agit de mesures concrètes prises par les

autorités locales pour lutter efficacement contre l'habitat précaire notamment avec le démantèlement de plusieurs bidonvilles dont le plus ancien connu sous le nom de CUMO. Cette volonté affichée par les pouvoirs publics à éradiquer le phénomène redonne désormais de l'espoir aux élus locaux car selon nos sources, aucun responsable dans le passé n'a pu prendre cette décision d'en finir avec ces bidonvilles. Tout en remerciant l'aide et l'initiative du wali d'Oran, nos sources précisent que 175 familles occupant un bidonville sis à Es-Sénia centre ont été relogées, ces derniers jours. Une opération qui vient s'ajouter à celles initiées précédemment notamment celle du relogement de 120 familles du bidonville «Placetta» connu sous le nom de Kara. Ainsi et avec le démantèlement de ces bidonvilles, une véritable tâche noire, les autorités locales ont pu récupérer d'importantes assiettes foncières. Construits entre 2003 et 2004, les bidonvilles de CUMO et Sebika ont constitué, pendant des années, une véritable plaie pour la ville sachant que la cité CUMO était initialement un site universitaire qui a été transformé en un bidonville

alors que celui de Sebika a été érigé le long de la voie ferroviaire engendrant d'énormes problèmes pour la société nationale des transports ferroviaires et aussi pour les pouvoirs publics. Les élus estiment à quelque 100 millions de centimes de préjudice occasionné par jour à la SNTF en raison des protestations et des blocages de passages de train. Cette situation a contraint les responsables locaux à prendre toutes les mesures qui s'imposent. Un premier recensement des familles qui y résident dans les deux bidonvilles avait été entamé en 2007 pour se clôturer fin 2018. Dans ce registre, on saura que sur les 1.475 familles recensées au niveau de la cité CUMO et 764 au niveau du bidonville Sebika, seulement 903 et 611 familles ont été retenues à l'issue d'un contrôle au fichier national et jugées éligibles au logement social. Ainsi et en attendant que le recensement des habitations illicites de Aïn El Beïda soit ficelé afin de reloger les occupants et démanteler ce bidonville, il y a lieu de noter que la commune a réussi son pari en récupérant d'importantes assiettes foncières pour la concrétisation de projets d'envergure.

CNAS Oran Une campagne de sensibilisation contre la toxicomanie

J. Boukraa

La Caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs salariés (CNAS) de la wilaya d'Oran a lancé une campagne de sensibilisation sur la toxicomanie. Initiée le 17 septembre, cette campagne placée sous le slogan : « La sécurité sociale vous accompagne pour vous protéger des dangers de l'addiction », sera clôturée le 24 du même mois. Les équipes de la CNAS se sont rendues dans divers centres, notamment au Centre de traitement des addictions de la polyclinique Drakoui Tayeb à Hai El Akid, ainsi qu'à l'Établissement hospitalier Colonel Othmane et à l'Hôpital Medjbeur Tami dans la commune d'Aïn El Turck. L'objectif est de sensibiliser les citoyens et les travailleurs sur les dangers de l'addiction, qui touche également le milieu professionnel. La campagne prévoit cette semaine des visites à la place de Scallera à Sidi El Houari et le Centre de traitement des addictions à Yaghmorcen, visant à atteindre un public plus large. Ces sorties comprennent la distribution de

brochures et de questionnaires, ainsi que des sessions d'information sur les risques liés aux accidents du travail causés par l'usage de drogues et de substances psycho-actives. L'addiction peut entraîner des problèmes majeurs au travail, tels que des absences répétées et un manque de stabilité, affectant non seulement les performances professionnelles mais aussi la vie familiale. De plus, l'usage de drogues est lié à diverses maladies, y compris des affections neurologiques, cardiaques et respiratoires, pouvant conduire à des conséquences fatales. Cette campagne vise également à sensibiliser les médecins et pharmaciens contractuels par le fonds sur la prescription des médicaments pour les maladies neurologiques et psychiques, qui nécessitent des conditions spécifiques pour le remboursement. Depuis le début de l'année, le nombre total de sorties de sensibilisation s'élève à 37, en plus d'environ 30 autres sorties dans le cadre de la campagne de lutte contre la toxicomanie. Ces initiatives se poursuivent jusqu'à la fin de l'année.

Établissement hospitalier Dr Medjbeur Tami Les dernières avancées en rhumatologie débattues

Le service de rhumatologie de l'Établissement hospitalier Dr Medjbeur Tami à Aïn El Turck a organisé hier et avant-hier les 12^{èmes} rencontres de la rhumatologie. Un événement scientifique rassemblant environ 200 participants dont d'éminents spécialistes algériens et français de la région d'Eure-et-Loir (France). Le congrès a proposé un programme varié couvrant des sujets clés de la rhumatologie moderne, tels que l'hyperuricémie asymptomatique, les myopathies inflammatoires et les avancées dans la gestion des maladies rhumatismales, l'arthrose, polyarthrite rhumatoïde, aspects liés à la rhumatologie et sa prise en charge, ainsi que les nouveaux traitements innovants dans ce domaine. La rencontre entre dans le cadre de la formation continue. Dans son discours, le président du congrès, le Dr Mourad Djebbar, a souligné l'importance des interrogations soulevées lors de ce rassemblement scientifique, les qualifiant de « vitales » tant pour les praticiens que pour les pa-

tients. Il a ajouté : « Ces questions interpellent sur la maîtrise du temps et de l'art de soulager, à une époque où les flux de données arrivent plus vite que nous ne pouvons les assimiler. Comment faire les bons choix dans une médecine personnalisée pour qu'elle reste efficace, tout en préservant l'essence du thérapeute. Le Dr Mourad a poursuivi en interrogeant l'impact de la médecine numérique : « Comment le thérapeute pourra-t-il conserver son libre arbitre et avoir la dernière décision ? Quel sera l'intervalle de pertinence scientifique et éthique dans lequel il pourra exercer son indépendance ? Ces enjeux sont immenses et l'avenir nous apportera des réponses ». En effet, ce congrès a offert aux rhumatologues algériens une occasion unique de mettre à jour leurs connaissances, d'explorer les nouveaux traitements issus des dernières recherches, et de rester au diapason de l'évolution des thérapies dans la gestion des maladies rhumatismales.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

MEHADEM Yamina, 69 ans, Canastel
MAKHDOUM Aek, 61 ans, Ras El-Aïn
REKAB Ahmed, 87 ans, El Barki
BENALI Laïla, 43 ans, Seddikia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 rabie el aouel 1446				
El Fedjr 05h27	Dohr 12h56	Assar 16h23	Maghreb 19h04	Icha 20h21



Béni-Ounif

La réalisation d'une centrale photovoltaïque lancée

Le projet de réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 20 mégawatts (MW) a été lancé dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar), a-t-on appris samedi auprès du responsable chargé de la gestion de la daïra éponyme, Larbi Madani. Retenue dans le cadre du programme national de développement des énergies renouvelables, cette infrastructure énergétique sera implantée sur une superficie de plus de

160 hectares, a-t-il précisé.

Le projet, qui va permettre l'augmentation de la capacité de production de l'énergie électrique dans cette région frontalière, sera concrétisé par une entreprise privée spécialisée, avec un suivi technique de toutes les étapes de sa réalisation par la Sonelgaz, a-t-il expliqué.

Dans la wilaya de Bechar, il est prévu la réalisation et l'équipement de trois (3) centrales du type, sachant que les deux autres sont projetées dans les communes de Kenadza (120

MW) et Abadla (80 MW).

La concrétisation de ces projets énergétiques dans la wilaya s'inscrit au titre de la stratégie nationale de transition énergétique, à travers un plan d'action tracé à l'horizon 2035 et portant sur l'exploitation des énergies renouvelables, en vue de rompre avec le modèle de production et de consommation énergétique basé essentiellement sur les hydrocarbures, a-t-on fait savoir à la direction locale du secteur de l'Energie et des Mines.

Tissemsilt

Intempéries : plusieurs interventions de la Protection civile

Les éléments de la Protection civile de Tissemsilt ont effectué, en coordination avec les équipes relevant de la direction locale des Travaux publics, plusieurs interventions de déblayage des routes et le pompage des eaux stagnantes, notamment au niveau de la RN19 et de son tronçon reliant les communes de Tissemsilt-ville et Lardjem.

Ce tronçon routier a été particulièrement inondé à la suite des fortes pluies et des crues des

cours d'eau, notamment oued Bouâcha et El-Djouza, serpentant cette partie du territoire de la wilaya, a-t-on appris, samedi, du chargé de la communication à la Protection civile, Bentoumi Abdelghani.

La même source a précisé que les sapeurs-pompiers de Tissemsilt sont également intervenus au niveau de plusieurs zones d'habitation de la localité de Ammari où ils ont déblayé les voies de circulation et éra-

diquer les dépôts alluvionnaires qui s'y sont accumulés, sachant que le niveau des eaux a atteint dans certains quartiers de chef-lieu de communes plus de 50 cm de hauteur.

Le chargé de la communication de la Protection civile a fait observer que ce corps d'intervention demeure en état d'alerte afin de parer à tout imprévu dans cette région des Hauts-plateaux de l'Ouest, où des perturbations atmosphériques sont annoncées.

Des établissements scolaires raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz

Plusieurs établissements scolaires, tous cycles d'enseignement confondus, de la wilaya de Tissemsilt, ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on appris de la chargée de la communication à la Société de distribution de gaz et d'électricité, Samia Sâad.

La même source a précisé que les deux réseaux sont d'ores et déjà opérationnels, en prévision de la prochaine rentrée des classes (2024-2025), notamment la nouvelle école primaire implantée à la cité «Nebbar Abdelkader», à Tissemsilt-ville, qui a été raccordée aux réseaux

d'acheminement de ces deux sources d'énergie pour une enveloppe budgétaire estimée à 549.000 dinars.

Un autre établissement du même palier d'enseignement, situé à la cité 1.400 Logements, au niveau du chef-lieu de wilaya, a bénéficié des mêmes commodités pour une enveloppe financière de 492.000 dinars, au même titre qu'un groupement scolaire situé dans l'agglomération secondaire de Amrouna, dans la commune de Theniet El-Had.

Par ailleurs, des cantines scolaires d'écoles primaires de plu-

sieurs communes, ont été aussi raccordées aux deux réseaux dans le cadre du programme local visant à assurer aux élèves de la région les meilleures conditions de scolarité.

La chargée de communication de la Société de distribution de l'électricité et du gaz a fait savoir que la société poursuit ses actions visant à concrétiser au niveau des toutes les communes de ses projets inscrits aux titres des différents programmes mis en œuvre par l'Etat au profit de divers secteurs d'activité à l'instar de ceux de l'agriculture, des ressources en eau et de l'Education.

Aïn Temouchent

Plus de 6 kg de kif saisis

Les services de police d'Aïn Temouchent ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue et saisi 6,7 kg de kif traité, a-t-on appris vendredi auprès de la Sûreté de wilaya.

L'opération a été menée par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psycho-

tropes du service de wilaya de la police judiciaire, et ce, sur la base d'enquêtes ayant permis d'identifier et de localiser l'activité de ce réseau criminel.

Elle a abouti à la saisie de 6,7 kg de kif traité et à l'arrestation de deux personnes, a souligné la Cellule de communication et des relations publiques.

En outre, il a été procédé à la saisie d'un véhicule et d'une moto que le réseau criminel utilisait pour transporter la drogue, selon la même source.

Après avoir accompli les procédures légales, les suspects ont été déférés devant les instances judiciaires territorialement compétents, a-t-on indiqué.

Mascara

Six personnes condamnées pour cambriolage

Mohamed Belkecir

Les éléments de police relevant de la Sûreté de daïra de Ghriss, dans la wilaya de Mascara ont réussi à arrêter 06 personnes, âgées de 21 à 33 ans, impliquées dans une affaire de cambriolage d'une habitation et à récupérer les objets volés. L'enquête a été menée sur la base d'une déclaration du frère de la

victime, selon laquelle sa résidence avait été volée par des inconnus visant du matériel électroménager, du matériel informatique, des vêtements et du matériel électrique pour la menuiserie et les travaux de construction. Après avoir informé le procureur, les enquêteurs, en exploitant les informations recueillies, ont réussi à identifier l'un des suspects qui, a été arrêté et les objets vo-

lés ont été récupérés. Lors de son interrogatoire, il a avoué le vol et dénoncé ses complices qui ont été arrêtés plus tard. Un dossier de procédure judiciaire contre les suspects a été établi et soumis au tribunal de Ghriss qui a condamné 04 d'entre eux à 18 mois d'emprisonnement et une amende de 100.000 Da et les deux autres à 01 ans de prison et 50000 da d'amende.

Mostaganem

Un motocycliste tué dans un accident de la circulation

Une personne a trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu, dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris de la direction locale de la Protection civile. La même source a précisé que les équipes de secours relevant de l'unité secondaire du quartier de Kharouba, au Nord de Mostaganem-ville, sont intervenues, dans la soirée de vendredi à samedi, pour l'évacuation d'une personne, à la suite d'un accident de la circulation survenu sur la RN90, plus précisément au niveau du carrefour

donnant accès à partir de haï El-Wiam au quartier de Tidjit, dans la ville de Mostaganem.

L'accident s'est produit à la suite du dérapage d'un motocycle ayant provoqué au motard un profond traumatisme au niveau du crâne, a fait savoir la même source.

Evacuée aux urgences médico-chirurgicales du Centre hospitalo-universitaire du chef-lieu de wilaya, le médecin de garde du même hôpital a constaté le décès de la victime, âgée de 30 ans environ, dont l'identité n'est pas déterminée, selon la Protection civile.

Tlemcen

Un mort dans un accident de la route



Une personne est morte à Tlemcen dans un accident de la route, a-t-on appris, samedi, de la cellule de communication de la direction de wilaya de la Protection civile. L'accident est survenu, vendredi à 22 heures au niveau de la RN07, à proximité du village Betailim, dans la commune de Maghnia, suite à une collision entre un

véhicule et un motocycle, selon la même source.

L'accident a causé la mort du motocycliste, âgé de 60 ans, dont le corps a été déposé à la morgue de l'hôpital de Maghnia.

Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

El-Bayadh

La dépouille du Moudjahid Toumi Djelloul inhumée au cimetière de Sidi Cheikh

La dépouille du Moudjahid Toumi Djelloul, décédé à l'âge de 97 ans des suites d'une maladie, a été inhumée au cimetière de Sidi Cheikh, dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris, samedi, de la direction des Moudjahidine et Ayants-droits.

Les obsèques du défunt ont eu lieu, hier vendredi après la prière du Dohr, en présence des membres de la famille révolutionnaire et des compagnons du défunt dans la lutte armée contre l'opresseur français, outre un grand nombre de citoyens. Le défunt Moudjahid, né en 1927 dans la commune de Rogassa, a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN), en

1956 dans la katiba du Moudjahid défunt Laamari Mohamed et a participé à plusieurs batailles, à l'instar de celle de Boukarkour, dans la région voisine d'Aflou.

Il fut parmi les Moudjahidine les plus recherchés par l'administration coloniale et a été arrêté et transféré dans des prisons à l'intérieur du pays, puis à l'étranger, et a été exposé à différentes formes de torture. Il fut condamné à mort puis relâché après l'indépendance.

Après l'indépendance, feu Toumi Djelloul a rejoint l'Armée nationale populaire (ANP) et participa à plusieurs étapes historiques, à l'instar des guerres arabes contre l'entité sioniste.



Sauver la planète des plastiques

NEW DELHI – Il est indéniable que les plastiques ont apporté d'énormes avantages au cours du siècle dernier, en stimulant l'innovation technologique, en transformant les soins de santé et en alimentant la croissance économique mondiale. Mais comme nous le savons aujourd'hui, ces progrès ont eu un coût élevé.



PAR JAYATI GHOSH

Professeure d'économie à l'université
du Massachusetts Amherst*

Les conséquences négatives de notre dépendance excessive à l'égard des matières plastiques sont bien documentées. Depuis l'extraction et le transport des combustibles fossiles nécessaires à leur production, en passant par le processus de fabrication, jusqu'à leur utilisation quotidienne et leur élimination, chaque étape du cycle de vie des plastiques implique une pollution et une dégradation de l'environnement.

La pollution plastique met en danger la faune et la flore, endommage les écosystèmes et présente de graves risques pour la santé humaine. Les microplastiques, ainsi que les produits chimiques toxiques qu'ils contiennent, se retrouvent dans l'air que nous respirons, dans la nourriture que nous mangeons et peuvent être absorbés par la peau. Lorsque les déchets plastiques s'accumulent dans les océans, les rivières et les lacs, les produits chimiques nocifs contaminent le sol et perturbent la vie des plantes. Bien que toutes les implications des nanoplastiques pour la santé humaine ne soient pas encore étudiées, il est clair que les groupes vulnérables – les enfants, les femmes, les communautés pauvres et les travailleurs de la production de plastique, de la gestion des déchets et du recyclage – sont les plus touchés par ces risques.

Le débat actuel, notamment en ce qui concerne les plastiques à usage unique, est souvent axé sur l'élimination, suscitant des appels à des solutions « d'économie circulaire » telles que le recyclage. Mais il n'existe pas de « plastiques sûrs », et les étiquettes des produits qui prétendent le contraire sont trompeuses et masquent les dommages causés par l'extraction du pétrole et du gaz, qui représente 99 % du plastique utilisé dans le monde. Les toxines libérées lors de l'extraction des combustibles fossiles sont connues pour leurs effets nocifs sur la peau, les yeux, les systèmes respiratoire, nerveux et gastro-intestinal, ainsi que sur le foie et le cerveau.

La production de plastique n'est pas seulement une menace directe pour la santé humaine, mais aussi un facteur impor-

tant du changement climatique, puisqu'elle représente environ 3 à 8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Pourtant, malgré les dangers existentiels posés par la crise climatique, la production de plastique continue d'augmenter. Selon les estimations de l'OCDE, si les tendances actuelles persistent, l'utilisation mondiale de plastique – et les déchets qu'elle génère – pourrait presque tripler d'ici 2060. La moitié de ces déchets devrait finir dans des décharges, et moins de 20 % d'entre eux seront recyclés.

Plus alarmant encore, les plastiques recyclés ne devraient représenter que 12 % de l'ensemble des plastiques utilisés en 2060, tandis que les fuites de plastique dans l'environnement devraient doubler pour atteindre 44 millions de tonnes par an, avec des conséquences dévastatrices pour la santé humaine et les écosystèmes naturels. Si les plans d'expansion de l'industrie se concrétisent, la production de plastique pourrait consommer 31 % du budget carbone restant de la planète pour limiter le réchauffement climatique à 1,5° Celsius.

Cet essor de la production est de moins en moins en phase avec les projections de la demande future. Une étude suggère que la production mondiale de plastiques tels que le polypropylène pourrait devoir diminuer de 18 millions de tonnes par an d'ici à 2030, en raison de la baisse de la demande de la Chine et d'autres pays. En fait, les entreprises pétrochimiques sont déjà aux prises avec une surabondance mondiale – un nouvel exemple de l'incapacité des forces du marché à produire des résultats efficaces ou même raisonnables.

Alors que les entreprises sont de plus en plus contraintes de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, doubler la production de plastique à base de combustibles fossiles semble non seulement imprudent, mais aussi économiquement irréfléchi. Pourtant, une étude récente de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis a révélé que même face à des dégradations potentielles de crédit, les plus grandes entreprises pétrochimiques du monde « réalisent des investissements majeurs qui vont dans la mauvaise direction ».

Compte tenu des enjeux, il est clair que la réduction de la consommation de plastique ne suffira pas à protéger la santé humaine, l'environnement et la planète. À l'approche de la réunion finale du comité intergouvernemental de négociation sur la pollution plastique, qui se tiendra à Busan dans le courant de l'année, les efforts déployés pour conclure un traité mondial visant à mettre un terme à la pollution plastique doivent tenir compte de la nécessité urgente de réduire la production.

Malheureusement, comme c'est le cas pour de nombreux

autres secteurs, la résistance de puissants groupes d'intérêts pourrait empêcher des mesures essentielles d'être intégrées dans l'accord final. La réunion d'avril du comité à Ottawa en a été un bon exemple, révélant de profondes divisions sur des stratégies clés. La question la plus controversée était la proposition de plafonner la production mondiale de plastique, qui s'est heurtée à l'opposition farouche des fabricants de plastique, de leurs pays d'accueil et des producteurs de pétrole et de gaz. Ces groupes d'intérêt étaient favorables à une approche plus restreinte, axée sur le recyclage. Certains États pétroliers ont même soutenu que le traité ne devait porter que sur la gestion des déchets.

Certes, le recyclage est essentiel. Mais il ne permet pas d'obtenir les réductions nécessaires de la production et de la consommation de plastique, ni de remédier aux effets de la pollution plastique sur la santé humaine. Même dans le meilleur des cas, sans mesures plus larges pour contrôler la production, la pollution continuera à augmenter, provoquant de graves crises sanitaires, exacerbant la dégradation de l'environnement et accélérant le réchauffement de la planète.

Sans surprise, les lobbies industriels font pression en faveur d'un traité international non contraignant sur le plastique, sans mandat juridique clair ni engagements exécutoires. De tels traités sont voués à n'être que de vagues promesses et à perdre rapidement de leur pertinence.

Il est essentiel de réduire l'utilisation et la production de plastique pour faciliter les changements de comportement nécessaires à l'adaptation de l'humanité aux nouvelles réalités écologiques. Si les lobbies industriels parviennent à affaiblir le traité sur les plastiques en excluant les limites de production ou en rendant ses dispositions non contraignantes, ils saperont les efforts de lutte contre le changement climatique.

Alors que la crise climatique s'aggrave, il n'a jamais été aussi urgent de réduire la pollution par les plastiques. C'est pourquoi les négociations en vue d'un traité mondial ont pris une telle ampleur. Mais ces négociations méritent une attention et un engagement beaucoup plus importants de la part du public. Pour garantir un avenir plus durable, nous devrions faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils s'engagent en faveur d'un accord international contraignant qui limiterait et, à terme, réduirait la production et l'utilisation de plastique.

* Membre de la Commission économique transformationnelle du Club de Rome et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.

Faire face à la crise du coût de la vie en Afrique



PAR HIPPOLYTE FOFACK

Ancien économiste en chef et directeur de la
recherche à la Banque africaine d'import-export*

Dans un premier temps, le cycle d'inflation actuel, qui résulte d'une pandémie de chocs d'approvisionnement et d'une escalade des tensions géopolitiques, a touché aussi bien les pays développés que les pays en développement. Mais les pressions inflationnistes sont devenues moins synchrones au fil du temps. Alors que la croissance des prix a fortement chuté dans les économies avancées, elle reste obstinément élevée – et, dans certains cas, en hausse – en Afrique. Et même si, dans de nombreux pays développés, l'inflation tend à se rapprocher de l'objectif de 2 % des banques centrales, elle a atteint un taux à deux chiffres dans près d'un tiers des pays africains (un ratio encore plus élevé si l'on exclut les pays du franc CFA, où l'ancrage à l'euro a contribué à la stabilité monétaire).

Par exemple, le taux d'inflation annuelisé au Nigeria, l'une des plus grandes économies d'Afrique, a atteint 34 % – son plus haut niveau depuis 28 ans – en mai et devrait rester élevé au second semestre, en grande partie à cause de la flambée de l'inflation des denrées alimentaires, qui s'est accélérée pour atteindre 40 %. Cette situation risque de réduire le pouvoir d'achat des ménages et d'accroître encore le risque d'insécurité alimentaire, en particulier pour les citoyens les plus pauvres et les plus vulnérables du Nigeria, dont le nombre ne cesse de croître. Après l'Inde, le Nigeria est le pays où la population vivant dans la pauvreté est la plus importante au monde. Entre-temps, les réformes gouvernementales, notamment la forte dévaluation du naira – qui a perdu 70 % de sa valeur par rapport au dollar depuis juin 2023 – visant à attirer les investisseurs étrangers, n'ont fait qu'aggraver la situation d'un pays qui dépend fortement des importations de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité.

En août, des manifestations contre les difficultés économiques qui en résultent se sont étendues à plusieurs grandes villes nigérianes. Elles ont fait suite à des semaines d'émeutes au Kenya contre le projet de loi de finances du gouvernement, qui proposait des hausses de taxes sur des produits de base tels que l'huile, le pain et les serviettes hygiéniques, alors même que des millions de personnes avaient déjà du mal à joindre les deux bouts. Dans les deux pays, des dizaines de manifestants ont été tués lors des tentatives officielles de répression des soulèvements.

L'inflation des prix des denrées alimentaires touche davantage les ménages à faible revenu que leurs homologues à revenu élevé, car ils consacrent une part plus importante de leur budget aux produits de première nécessité. Les dépenses ali-

WASHINGTON, DC – L'augmentation du coût de la vie en Afrique a déclenché une vague de protestations ces derniers mois, soulignant les coûts économiques et sociaux disproportionnés de l'inflation sur un continent où la pauvreté généralisée persiste et où la vulnérabilité à la volatilité mondiale est accrue. Il semble que le monde vive aujourd'hui l'histoire de deux inflations.

mentaires représentent 16 % des dépenses de consommation dans les économies avancées, mais environ 40 % en Afrique subsaharienne (ASS). Cette différence dans la composition des dépenses explique la nature plus régressive de l'inflation en Afrique subsaharienne, qui abrite 60 % de l'extrême pauvreté dans le monde, et pourquoi l'inflation y comporte un plus grand risque de bouleversements politiques.

Le manque de possibilités d'emploi formel a également exacerbé la crise du coût de la vie en Afrique. Certes, les salaires des travailleurs à faible revenu ayant un emploi formel ne suivent pas la hausse des prix. Mais les activités du secteur informel – une forme déguisée de chômage et une contrainte à la prospérité partagée – représentent environ 85 % de l'emploi total sur le continent, et ces travailleurs doivent également faire face à la volatilité des revenus et à des composantes inattendues de l'inflation, ce qui accentue encore la pression sur les ménages.

Des recherches récentes évaluant les effets distributifs du cycle d'inflation sur les ménages aux États-Unis ont mis en évidence un phénomène connu sous le nom de « inégalité de l'inflation » : les prix ont augmenté plus rapidement pour les personnes situées au bas de l'échelle des revenus que pour celles situées en haut de l'échelle. La propagation des manifestations à travers l'Afrique suggère qu'une dynamique similaire est à l'œuvre sur le continent, où la hausse disproportionnée des prix des denrées alimentaires causée par la répercussion des taux de change a considérablement augmenté les coûts de sécurité et d'assistance sociale, lors de ce cycle d'inflation.

Les politiques gouvernementales ont également accentué la crise du coût de la vie. Au lieu de soutenir les groupes vulnérables par des interventions ciblées, les gouvernements africains ont augmenté les impôts et réduit les dépenses sans discernement pour faire face à leurs engagements extérieurs. Les paiements d'intérêts sur la dette souveraine absorbent aujourd'hui environ un tiers des recettes du Kenya et plus de deux tiers de celles du Nigeria. Dans les deux pays, la politique budgétaire procyclique et les mesures d'austérité ont eu un effet d'entraînement sur les prix, attisant l'inflation et aggravant la crise du coût de la vie.

Mais en réponse aux manifestations, les gouvernements reviennent sur certaines de leurs politiques procycliques ou mettent en œuvre des mesures complémentaires pour en atténuer l'impact. Le président kenyan William Ruto a limogé l'ensemble de son cabinet et retiré le projet de loi de finances controversé, qui devait générer 2,7 milliards de dollars de recettes supplémentaires afin d'atteindre les objectifs budgétaires fixés par le Fonds monétaire international. Au Nigeria, le gouvernement a annoncé une suspension de 150 jours des droits d'importation pour certains produits alimentaires afin

d'alléger la pression sur les ménages en difficulté.

Néanmoins, il faut faire davantage pour combler l'écart entre la croissance réelle et la croissance potentielle et élargir les possibilités offertes aux jeunes. L'Afrique est le continent le plus riche en ressources naturelles du monde, mais les Africains sont confrontés à un avenir sombre dans des pays qui manquent d'ingénieurs et de volonté politique pour transformer ces ressources, créer suffisamment d'emplois bien rémunérés et accroître la prospérité. La dépendance excessive de l'Afrique à l'égard des importations comme alternative à l'augmentation de la production globale a entretenu les déséquilibres extérieurs et vidé le marché de l'emploi de sa substance, entraînant un plus grand nombre de personnes dans la misère.

Pour répondre aux aspirations des jeunes populations, les gouvernements africains doivent repenser les contraintes qui pèsent sur les dépenses publiques et surmonter les crises récurrentes de la balance des paiements qui ont longtemps façonné la politique économique du continent. Pour stimuler l'industrialisation, il est essentiel d'investir davantage dans la formation d'une main-d'œuvre maîtrisant les technologies émergentes. Celle-ci, à son tour, soutiendra le secteur manufacturier africain qui, dans d'autres parties du monde, a longtemps servi d'ascenseur social et d'accélérateur de croissance, catalysant la convergence avec les pays à revenu élevé. La transformation des économies africaines favorisera également le développement de chaînes de valeur régionales, stimulera le commerce intra-africain (atténuant ainsi l'exposition de la région à la volatilité mondiale) et constituera d'importantes réserves nationales, pour servir la région d'une dépendance débilite à l'égard de l'aide.

Les décideurs politiques africains ne doivent pas seulement investir dans le capital humain pour faire progresser leurs pays sur l'échelle des valeurs, dans une économie mondiale où la technologie est devenue un moteur essentiel de la croissance. Ils doivent également s'efforcer d'égaliser l'accès aux opportunités et de parvenir à une prospérité partagée afin de renforcer le concept d'État-nation et d'améliorer la sécurité nationale. Pour citer Samora Machel, premier président du Mozambique, « Pour que la nation vive, la tribu doit mourir ». Pendant trop longtemps, une approche tribale de la gouvernance a sapé le développement national, perpétuant la pauvreté intergénérationnelle et exacerbant les inégalités liées à l'inflation.

*Parker fellow du SDN (Sustainable Development Solutions Network) à l'Université de Columbia, chercheur associé au Centre d'études africaines de l'Université de Harvard, fellow de la Global Federation of Competitiveness Councils et membre de l'Académie africaine des sciences.

Les nouveaux habits trompeurs de la politique industrielle

CHICAGO - Malgré tous les éléphants blancs qui parsèment le monde d'aujourd'hui et qui rappellent les échecs passés de la politique industrielle, les gouvernements utilisent à nouveau les subventions, la réglementation et le protectionnisme pour s'assurer que les sommets de leurs économies sont occupés par des entreprises nationales qui créent des emplois nationaux.



PAR RAGHURAM G. RAJAN

Ancien gouverneur de la Reserve Bank of India et économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur de finance à la Booth School of Business de l'université de Chicago

Invoquant le succès de la mission américaine sur la Lune dans les années 1960, les nouveaux évangélistes de la politique industrielle, avec des ambitions encore plus grandes à l'esprit, l'ont rebaptisée « stratégie industrielle ». Il faut reconnaître que la stratégie industrielle, en tant que moyen de gérer le gouvernement dans les domaines où il est le plus efficace, apporte des idées sensées. À partir d'un défi pressant tel que la réduction de moitié des émissions d'un pays d'ici à 2035, la tâche est décomposée en « missions » spécifiques assorties d'objectifs généraux mais mesurables, et les acteurs concernés du pays sont mis à contribution. La vision d'une nouvelle grande bureaucratie, avec un conseil central conseillé par des experts (les universitaires trouvent toujours leur place !) coordonnant toutes les missions (chacune avec son propre conseil), est moins convaincante. En faisant tellement confiance à la coordination descendante entre les ministères, le secteur privé, les syndicats et la société civile, les évangélistes semblent parfois naïvement optimistes quant à la capacité bureaucratique ou à l'absence de luttes intestines. En formulant leur rêve néo-étatiste, ils donnent licence à l'instinct inné d'intervention et d'expansion de tous les gouvernements.

Néanmoins, tant que la nouvelle stratégie industrielle propose des idées pour une meilleure gouvernance publique, elle est utile dans l'ensemble. Mais elle devient réellement dangereuse lorsqu'elle préconise d'intervenir dans le secteur privé. Grâce au soutien apporté par les subventions, les prêts, les allègements fiscaux, les droits de douane, les marchés publics, etc., certains acteurs du marché seront enrôlés pour obtenir des résultats non seulement économiques, mais aussi sociaux et environnementaux.

Comme l'ancienne politique industrielle, cette approche sape la concurrence, perturbe les signaux de prix et insiste pour que les performances des entreprises soient jugées selon des critères autres que la

rentabilité, y compris des intérêts nationaux à court terme. Pour ces raisons, la stratégie industrielle – même si elle est lancée avec les meilleures intentions – sape toujours la vitalité des efforts économiques privés. Si l'on ajoute à cela le lobbying, le copinage et la corruption qui entourent toute initiative gouvernementale où des milliards de dollars sont en jeu, il est difficile de croire que cette approche ne puisse jamais constituer la solution idéale aux plus grands défis du monde.

Comme la politique industrielle (pardon, la stratégie industrielle) est mise en œuvre par un gouvernement, elle reflète les intérêts nationaux perçus, et non les besoins mondiaux ou individuels. Pour comprendre pourquoi c'est un problème, il suffit de regarder la fabrication des puces. Tous les pays de taille économique raisonnable veulent désormais disposer d'une usine de fabrication nationale pour se protéger contre les pénuries mondiales et soutenir la production militaire en cas de guerre.

Mais les avantages de cette auto-assurance sont invariablement surestimés. Étant donné qu'aucun pays ne peut fabriquer toutes les puces dont son industrie a besoin, un fabricant national ne garantit pas une protection contre toutes les pénuries. En outre, si une pénurie est mondiale, elle doit avoir une cause mondiale, telle qu'une pandémie. Pourquoi le fabricant national de puces serait-il à l'abri ? Lorsque le commerce des puces est libre, sous l'influence des prix du marché et de la recherche du profit, l'offre est répartie là où les besoins sont les plus importants. Mais si les gouvernements contrôlent la production parce qu'ils ont subventionné les fabricants nationaux de puces, tout le monde risque d'en pâtir. J'écris « risque » parce qu'il est difficile de supprimer complètement la motivation du profit. Chaque pays ne peut orienter l'utilisation des puces qu'il fabrique que s'il n'y a pas de contrebande. Mais si plusieurs pays utilisateurs connaissent de graves pénuries (et donc des prix élevés), qu'est-ce qui empêche les puces d'être passées en contrebande des pays qui en ont en abondance vers ceux qui n'en ont pas ? Nous obtenons des résultats proches de ceux du marché, mais avec des coûts plus élevés.

L'argument de la sécurité nationale souffre du même problème. Bien que la Russie soit lourdement

sanctionnée par la plupart des pays producteurs de puces, elle a été en mesure de mener une guerre de grande envergure avec des armements modernes contenant de nombreuses puces – et sans disposer d'un fabricant important de semi-conducteurs.

Quoi qu'il en soit, le fait de disposer d'une usine de fabrication dans son propre pays ne garantit pas la résilience, car la chaîne d'approvisionnement en puces passe par d'autres pays. Par exemple, les machines qui fabriquent les puces les plus avancées sont produites par ASML aux Pays-Bas, qui peut les arrêter à distance à l'aide d'interrupteurs « kill ». Si les conceptions, les plaquettes, les machines et les produits chimiques essentiels doivent tous être produits dans le même pays pour assurer une véritable sécurité, seule une vaste économie continentale comme les États-Unis – et peut-être la Chine et l'Union européenne – peut obtenir une indépendance significative en matière de fabrication, et seulement à un coût énorme.

Une partie de ce coût réside dans les subventions nécessaires pour rapprocher les fabricants nationaux non compétitifs de la frontière technologique. Par le biais du Chips and Science Act, les États-Unis versent d'énormes subventions à Intel, qui a perdu il y a quelque temps son leadership mondial en matière de fabrication de puces. Dans le cadre d'une stratégie industrielle, cet argent est assorti de conditions, notamment des restrictions sur l'utilisation de talents et de marchés publics étrangers, ainsi que l'obligation de promouvoir divers objectifs sociaux et éthiques, tels que la création d'emplois techniques qualifiés ne nécessitant pas de diplôme de premier cycle. Avec autant de charges supplémentaires imposées à un fabricant déjà en difficulté, et une pénurie aux États-Unis du type de personnel dont les usines de puces sophistiquées ont besoin, il n'est pas étonnant que les nouvelles usines d'Intel et même du leader du secteur, TSMC, aux États-Unis aient pris beaucoup de retard.

Il ne s'agit pas non plus de coûts ponctuels. Lors que tous les grands pays sont prêts à verser des subventions à une industrie, celle-ci devient dépendante du soutien de l'État. Les investissements ne seront pas motivés par les bénéfices et la concurrence, mais par les subventions, les politiques de

sécurité nationale et les bureaucrates, ce qui entraînera des excédents et des pertes périodiques. L'innovation risque également de souffrir, malgré les subventions à la recherche, parce que les retardataires subventionnés feront baisser les bénéfices de l'ensemble du secteur, laissant les leaders avec des excédents moindres à investir dans la recherche et le développement.

Il serait logique que les économies de taille moyenne se tiennent à l'écart de cette frénésie. Mais la stratégie industrielle – en particulier lorsqu'elle est approuvée par les économies dominantes – est trop tentante pour les dirigeants politiques qui veulent s'attribuer le mérite de la création de nouvelles industries brillantes. Ainsi, après avoir promis 10 milliards de dollars de subventions pour les puces et n'avoir obtenu que la promesse de quelques emplois et installations produisant des puces d'ancienne génération, l'Inde double la mise avec 15 milliards de dollars supplémentaires de subventions qu'elle peut difficilement se permettre. Cet argent ne serait-il pas mieux utilisé pour ouvrir des dizaines de milliers d'écoles primaires et de lycées de qualité, ainsi que des centaines d'universités de haut niveau ?

La stratégie industrielle de la Chine ayant incité les démocraties développées à prendre des mesures de réciprocité, les mêmes tendances se sont emparées des véhicules électriques, des cellules solaires et des batteries. Au lieu de laisser les marchés concurrentiels stimuler l'innovation dans les technologies vertes et la production bon marché pour le bien de tous, nous balkanisons et affaiblissons ces secteurs critiques avec des droits de douane, des subventions et des zombies soutenus par le gouvernement. Nous aurons gagné la bataille de la production nationale tout en perdant du terrain dans la guerre contre le changement climatique.

Nous avons besoin d'un dialogue mondial sur la place qu'il convient d'accorder à la stratégie industrielle, faute de quoi nous pouvons nous attendre à de nombreux pachydermes pâles et ruineux.

*Coauteur (avec Rohit Lamba) de Breaking the Mold : India's Untraveled Path to Prosperity (Princeton University Press, mai 2024).

La menace que Trump fait peser sur la démocratie n'a fait que croître



PAR DARON ACEMOGLU

Professeur d'économie au MIT, est co-auteur (avec Simon Johnson) de Power and Progress : Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity (PublicAffairs, 2023).

Il y a beaucoup à admirer dans les parcours, les carrières et les récents discours de campagne de Kamala Harris et Tim Walz, qui ont mis l'accent sur la lutte contre la pauvreté, l'amélioration du sort des travailleurs, la récupération du patriotisme des républicains et le renforcement de la démocratie. Mais même en mettant de côté ces vertus, il y a de bonnes raisons de soutenir le ticket démocrate. Après tout, l'alternative est Trump, qui représente une menace si grave pour les institutions américaines que tout candidat à peu près décent qui se présenterait contre lui mériterait un soutien fort.

Trump menace la démocratie américaine en partie parce que les institutions américaines n'ont pas été conçues pour faire face à un populiste autocratique qui est prêt à enfreindre les normes et même les lois. Comme je l'ai souligné en 2017, les électeurs américains et la société civile sont finalement les seules forces capables d'arrêter un tel personnage. Bien que la démocratie américaine ait résisté à la présidence de Trump en 2017-21, celui-ci a exploité toutes les faiblesses institutionnelles qu'il pouvait trouver. Il a approfondi les divisions d'une société déjà polarisée et a tenté de renverser le résultat d'une élection libre et équitable qu'il avait perdue.

Les démocrates ont réussi à reconquérir la Maison Blanche lors des élections de 2020, malgré la tentative de coup d'État de Trump le 6 janvier 2021, parce qu'ils disposaient d'un avantage ma-

BOSTON - Un ticket démocrate remanié a redynamisé le parti et éliminé l'avance grandissante que l'ancien président américain Donald Trump avait sur son successeur, Joe Biden, dans les sondages.

jeur : sa propre incompétence. Bien que des normes politiques établies de longue date aient été gravement endommagées, la démocratie a survécu. L'incompétence de Trump en tant que président avait deux dimensions. Premièrement, il était incapable de faire preuve de cohérence. Son seul véritable programme était de concentrer le pouvoir entre ses mains, d'élever et d'enrichir sa famille et ses copains, mais il n'avait ni la discipline ni la concentration nécessaires pour le mener à bien. L'implication terrifiante, bien sûr, est que quelqu'un de plus discipliné aurait pu faire beaucoup plus de dégâts. Deuxièmement, Trump n'a pas réussi à gagner la loyauté personnelle inconditionnelle d'un grand nombre de ses subordonnés, ce qui signifie en fin de compte que la plupart de ses plans et décisions les plus fous ont été exposés ou bloqués de l'intérieur.

Malheureusement, Trump représente aujourd'hui une menace bien plus grande pour la démocratie américaine, et ce pour cinq raisons essentielles. Premièrement: il est devenu encore plus furieux. Il sera encore plus déterminé à concentrer le pouvoir entre ses mains et à le déployer contre ses ennemis (réels ou supposés). S'il retourne à la Maison Blanche, il sera non seulement plus vicieux, mais aussi potentiellement plus cohérent dans la poursuite de son programme personnel. Deuxièmement, Trump et ses compagnons de route idéologiques auront beaucoup plus réfléchi et vérifié les nominations de haut et de moyen niveau, comme ils l'ont déjà fait pour son programme de gouvernement implicite : le projet 2025 de la Heritage Foundation. Bien que Trump prétende renoncer à ce projet politique global, il est déjà devenu un outil précieux pour identifier le personnel potentiel de l'administration. Soutenir la vision som-

bre de la Heritage Foundation est un test décisif, qui garantit qu'aucun dénonciateur ou défenseur de la démocratie ne pourra servir « d'adulte dans la pièce » cette fois-ci.

Troisièmement, le GOP est désormais la secte parsonnelle de Trump. Les responsables républicains locaux de tout le pays seront prêts à faire tout ce qu'il ordonne. Certains iront même jusqu'à tenter de truquer les élections et de prendre le contrôle des forces de l'ordre et des services publics locaux. Si Trump exige une fois de plus que les responsables électoraux « trouvent » davantage de votes en sa faveur, il pourrait bien obtenir ce qu'il veut.

Quatrièmement: les diverses erreurs commises par les élites intellectuelles et les dirigeants du parti démocrate – comme la défense de positions « woke » extrêmes telles que l'ouverture des frontières, la suppression des fonds alloués à la police, etc. Ceux qui considèrent que les démocrates manquent de patriotisme seront beaucoup moins enclins à rompre avec Trump, même si Harris et Walz prennent des mesures pour les séduire.

Cinquièmement, pour toutes ces raisons, une action efficace de la société civile contre Trump est devenue plus difficile. Après des années au cours desquelles la gauche a appliqué ses propres tests de pureté idéologique et humilié tous ceux qui n'étaient pas à la hauteur, moins d'électeurs indépendants et de républicains modérés seront prêts à rejoindre une coalition anti-Trump sous un grand chapiteau. Les démocrates progressistes pourraient finir par s'opposer seuls à son comportement anticonstitutionnel ou antidémocratique, et cela ne suffirait pas.

Pour toutes ces raisons, la menace que fait peser Trump sur les institutions américaines doit être prise au sérieux. Une fois de plus, la seule façon de

défendre la démocratie américaine est d'utiliser des moyens démocratiques pour le vaincre. La démocratie s'épanouit lorsqu'elle produit des résultats concrets et aide les gens à réaliser leurs aspirations. Dans la pratique, cela signifie promouvoir la prospérité économique, la sécurité, l'équité, une gouvernance compétente et la stabilité. Cette dernière est particulièrement importante pour résister aux chocs et aux défis périodiques, y compris aux menaces qui pèsent sur la démocratie elle-même.

Trump n'est pas le premier démagogue antidémocratique à attirer de nombreux partisans, et il ne sera pas le dernier. Les institutions américaines se sont renforcées après avoir résisté à un défi proto-fasciste lancé par le père Charles Coughlin à la fin des années 1930, à la résistance aux droits civiques des Noirs dans le Sud de Jim Crow dans les années 1950 et 1960, à la course présidentielle du ségrégationniste George Wallace en 1968 et au Watergate. Si Trump est battu en novembre, les institutions américaines en sortiront à nouveau renforcées.

Mais pour que la démocratie résiste à de tels défis, il faut qu'il y ait de bonnes alternatives sur le bulletin de vote. Les citoyens doivent pouvoir voter pour des hommes politiques qui ont fait leurs preuves en matière de résolution des problèmes, d'inspiration des citoyens et de défense des institutions libres. Le ticket Harris-Walz semble correspondre à ces critères. Le travail difficile de mobilisation des citoyens et de rétablissement du soutien à la démocratie commence maintenant. Mais il sera encore plus difficile de tenir les promesses de la démocratie, en luttant contre la pauvreté et les inégalités, en réduisant la polarisation et l'extrémisme de part et d'autre, et en démontrant que le gouvernement travaille pour les gens ordinaires.

El-Meniaâ

Projet qatari d'investissement dans les cultures stratégiques

La Société Al Rayan Promotion immobilière Algérie (Qatari) a obtenu le certificat de qualification pour la concession au titre de la mise en valeur, accordée par l'Office national des terres agricoles (ONTA), dans l'objectif d'investir dans les cultures stratégiques dans la wilaya d'El-Meniaâ, ont indiqué, vendredi, les services de la wilaya. Présidant la cérémonie de remise de l'acte de concession agricole, «le certificat de qualification» pour l'investisseur, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek a souligné que ce projet consolidera les capacités de production agricole dans la région, assurant que ses services s'employaient à aplanir toutes les difficultés, en vue de mener à bien cet investissement promoteur, à travers l'accélération de l'opération d'attribution d'autorisation de forage des puits agricoles et des documents régissant le déroulement de ce projet. De son côté, le directeur de wilaya de l'ONTA d'El-Méniaâ,

Chettouh Lahcene, a affirmé que la régularisation de ce dossier d'investissement qui était en suspens, «se veut une étape vers le soutien du plan de l'Etat visant à augmenter les capacités de production et à étendre les périmètres irrigués».

Selon le même responsable, l'investisseur peut bénéficier des programmes d'appui et des semences, pour s'inscrire dans les différentes initiatives, à l'instar de la production des céréales et des fourrages, l'arboriculture fruitière, la culture de palmiers et l'élevage du cheptel.

Dans une déclaration à l'APS, le représentant de la société Al Rayan à responsabilité limitée (S.A.R.L.), chargé de la gestion du projet, Djakhdem Hadj Aissa a affirmé que «cet investissement agricole apportera un plus à la région, à la faveur des différents types de cultures stratégiques, selon le programme arrêté avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural».

Il sera procédé prochainement à

l'installation de 27 pivots d'irrigation, en plus des 3 autres actuellement en service, et ce dans le cadre de la nouvelle régularisation accordée à ladite exploitation dans le but d'élargir les superficies irriguées des diverses filières agricoles, notamment les céréales et les fourrages, a-t-il ajouté, précisant que «l'objectif étant d'élargir le projet à d'autres superficies si les résultats sont encourageants et la production abondante dans ce créneau d'investissement». Le projet d'investissement est le fruit d'un partenariat algéro-qatari, s'inscrivant dans le cadre de la qualification à la concession au titre de la mise en valeur, conformément au projet adopté par la commission technique pour la promotion de l'investissement agricole au profit de la SARL Société Al Rayan Promotion immobilière, sur une superficie de 1.811 ha dans un périmètre situé dans la commune de Hassi El F'hel dans le nord de la wilaya d'El Menia, a-t-il expliqué.

Ghardaïa

Plus de 37.700 q d'olives attendus pour la saison 2024

La production prévisionnelle d'olives est estimée autour de 37.752 quintaux (qx) dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la campagne agricole 2024, a-t-on indiqué samedi à la direction locale des Services agricoles.

Cette production prévisionnelle est en «large» hausse par rapport à celle de la dernière campagne agricole qui avait enregistré une récolte de près de 30.000 qx, a affirmé le responsable des statistiques, Khaled Djebrit, en signalant que le rendement moyen devrait atteindre cette année les 26 quintaux à l'hectare, et ce en dépit d'une très faible pluviométrie. Et de préciser que la production a été impactée cette année par les fortes chaleurs caniculaires jumelée à une sécheresse et un stress hydrique qu'a connus la région durant les mois de juin, juillet et août derniers.

Cet impact du réchauffement climatique est visiblement observé dans les périmètres agricoles, notamment les oliveraies et les palmeraies, où les palmes de palmiers, les feuilles d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été perforées, atrophiées et cramées, engendrant une perturbation de l'évolution du calibre et la physiologie des fruits et, par conséquent, de la qualité et la quantité

de la production, a expliqué M. Djebrit. La campagne actuelle touche une superficie de 1.904 ha, avec près de 219.080 oliviers productifs sur plus de 373.807 pieds existant dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-il fait savoir. Selon les statistiques de la DSA, plus de 70% des oliviers productifs sont plantés en éparses alors que près de 90.000 arbres productifs sont plantés en masse, ce qui rend la cueillette difficile. Les services de la DSA estiment également que sur cette récolte de 37.752 qx d'olives prévue, près de 27.320 qx seront destinés à la consommation comme olives de table et 10.432 qx pour l'extraction de près de 800.000 litres d'huile d'olive «vierge et bio», par le biais de trois huileries modernes localisées à Guerrara, El-Atteuf et Béni-Isguen. L'olivier est un arbre qui «se porte bien» et qui «prospère» sur le territoire de Ghardaïa, comme en témoignent les nombreux spécimens plantés à Ghardaïa, Guerrara, Berriane, Zelfana, Mansoura, Daya Ben-Dahoua, Seb-Seb et Mélili, où malgré l'absence de soins, leur fructification est relativement abondante, suscitant un engouement sur cet arbre «noble», selon les techniciens de la DSA.

Tipasa

Un réseau spécialisé dans l'émigration clandestine neutralisé

Un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer en contrepartie de sommes d'argent a été démantelé par les services de la sûreté de wilaya de Tipasa, a indiqué samedi un communiqué rendu public par ce corps sécuritaire.

La brigade de recherche et d'investigations (BRI) a démantelé un réseau d'organisation de traversées clandestines par mer composé de

sept (7) personnes suspectées d'être impliquées dans un trafic de migrants à travers l'organisation de traversées clandestines à partir des côtes de la wilaya de Tipasa en contrepartie d'un avantage financier, est-il souligné dans le même communiqué.

Outre l'arrestation des sept suspects, cette opération a permis la saisie, après une fouille des domiciles des mis en cause, de matériel de navigation, dont un moteur

marin de 40 chevaux.

A cela s'ajoute un véhicule touristique utilisé dans les déplacements des membres du réseau, des sommes d'argent en monnaies nationales et étrangère, 368 litres de carburant, deux boussoles et des lampes marines.

Les prévenus ont été déférés devant le parquet de la République près le tribunal territorialement compétent sous les chefs d'inculpation de «trafic illicite de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé via les frontières nationales, avec mise en danger de leur sécurité et de leur intégrité physique et morale».

Cherchell

8 individus arrêtés pour possession et stockage de drogues dures

Les services de police de Cherchell, au nord de la wilaya de Tipasa, ont arrêté, au cours de la semaine écoulée, 8 individus impliqués dans une affaire de possession et de stockage de stupéfiants et de drogues dures destinés à la vente, a indiqué, vendredi, un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Les services de la sûreté urbaine de Cherchell soutenus par la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de la même ville, ont arrêté, dans deux opérations distinctes, 8 individus impliqués dans une affaire de «possession de stupéfiants, de drogues dures et de comprimés psychotropes destinés à la vente», a précisé la même source.

Dans le cadre de ces deux opérations menées sur la base d'informations faisant état d'un trafic de drogue, 1010 capsu-

les de drogues dures de type «Ecstasy» et 129 comprimés psychotropes ont été saisis, ainsi qu'une quantité de cannabis et une somme d'argent estimée à 550.000 dinars, selon la même source.

Les 8 individus ont été arrêtés en «flagrant délit», ajoute la même source, relevant que cette opération intervient dans le cadre des efforts des différents services de police de Tipaza, pour la lutte contre toutes les formes de la criminalité, notamment le trafic de drogue et de comprimés psychotropes.

Après le parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant le parquet territorialement compétent pour «possession, stockage de stupéfiants et de drogues dures destinés à la vente», conclut le communiqué.

Tébessa

50 milliards DA pour approvisionner plusieurs communes depuis le barrage de Ouldjet Mellegue

Une enveloppe financière de 50 milliards DA a été octroyée pour l'approvisionnement en eau potable de plusieurs communes de la wilaya de Tébessa depuis le barrage d'Ouldjet Mellegue situé dans la commune d'Ouenza, a indiqué jeudi la directrice locale des ressources en eau Sonia Rehahlia. Cette enveloppe financière porte sur la réalisation d'une station de traitement d'eau d'une capacité de 800 litres/seconde soit 30.000 m3/jour ainsi que des canalisations de distribution, a précisé à l'APS Mme Rehahlia. Cette opération permettra de renforcer l'alimentation en eau potable des communes d'Ouenza, El Aouinet, Boukhadra, Morsott, El Meridj, Bir Dheb, Tébessa, El Hammamet, Boulhef-Dir et le nouveau pôle urbain «El Aneb», selon la même responsable.

Ce projet dont l'étude technique suivie par l'Algérienne des eaux touche à sa fin per-

mettra de récupérer les quantités d'eau de la canalisation de transfert d'El Ma Labiod pour les retransférer vers l'approvisionnement des communes de Chréa et El Ma Labiod, a ajouté la même source.

Une commission ministérielle a séjourné durant le mois d'août passé à Tébessa pour étudier les possibilités d'approvisionnement des communes de Chréa, Tlidjene, El Oglia, Stah Guentis, El Mezeraa, Bedjene, Bir Mokadem et Guorriguer en eau potable à partir du barrage de Béni Haroun (Mila) en passant par celui de Ouerkiss (Oum El Bouaghi), a rappelé la directrice locale du secteur.

Des sorties de terrain, des études techniques et des constatations in situ avaient permis d'obtenir l'accord de principe de la commission ministérielle en attendant l'affectation des crédits nécessaires par le Fonds national de l'eau, selon la même source.

Mila

Un service bucco dentaire fonctionnel à l'EPH Maghlaoua

Les patients nécessitant des soins dentaires spécialisés, seront accueillis désormais au service de la santé dentaire qu'abrite l'établissement public hospitalier 'frères Maghlaoua' dans la commune du chef lieu de wilaya, a indiqué, jeudi dernier, le directeur de l'E P H, Oussama Bousbaa.

Le service nouvellement mis en fonction prend en charge les malades en provenance de toute la wilaya. Ce dernier à l'avantage de disposer d'un laboratoire d'analyses et de radiologie, 4

chirurgiens dentistes qui travaillent en étroite collaboration avec le service de chirurgie maxillo-faciale, encadré par 2 chirurgiens maxillo-faciaux. Outre les patients diabétiques, les enfants autistes, les patients hémophiles; le service de la santé dentaire prend en charge également la mise en état de la cavité bucco dentaire, des patients éligibles à des séances de chimiothérapie et de radiothérapie, précise la chirurgienne dentaire en chef, Dembri Hanane.

B. Bousselah

Horaires des prières pour Alger et ses environs

18 rabie el aouel 1446				
El Fedjr 05h10	Dohr 12h41	Assar 16h07	Maghreb 18h48	Icha 20h06



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

18 rabie el aouel 1446				
El Fedjr 04h57	Dohr 12h27	Assar 15h54	Maghreb 18h34	Icha 19h52



FAF

Walid Sadi se prononce
sur l'utilisation de la VAR

M. Z.

Walid Sadi a réussi à relever le défi relatif à l'utilisation de la VAR dans le championnat de la Ligue 1. A cet effet, le président de la Fédération algérienne de football, Walid Sadi, a exprimé toute sa satisfaction quant à l'introduction de la technologie de l'assistance vidéo à l'arbitrage dans le championnat de Ligue 1 dès l'entame de cette nouvelle saison 2024/2025. S'exprimant pour le site officiel de la Confédération africaine de football, le président Sadi affirmera à ce propos: "Le championnat de Ligue 1 vient de se doter de la technologie de la VAR pour la première fois dans l'histoire du football algérien. C'est un défi que

nous avons relevé. L'application de cette technologie se fera de manière graduelle jusqu'à son application dans toutes les rencontres du championnat". Le président Sadi a également souligné l'aide précieuse de la Confédération africaine de football dans la mise en œuvre de ce projet, notamment à travers la formation de 35 arbitres algériens à cette technologie.

"La FAF s'efforce de se hisser au niveau des standards internationaux et de mettre en application les recommandations de la FIFA. Nous remercions également la CAF pour son soutien, notamment dans la formation de nos arbitres à l'utilisation de la VAR", a-t-il indiqué. Ainsi donc, l'Algérie a rejoint les pays africains ayant commencé à utiliser la

VAR dans leurs championnats locaux en vue de la contribution du football algérien. A cet effet, 35 arbitres algériens ont effectué un stage de formation de plus de trois semaines au Caire. A cet effet, le président de la FAF n'a pas omis de remercier la CAF pour sa contribution pour la formation des arbitres algériens pour l'utilisation de la VAR dans notre championnat. Le stade du 8 Mai 1945 de Sétif a été le premier stade à inaugurer cette technologie de l'assistance vidéo à l'arbitrage lors du match ESS-MCEB pour le compte de la première journée de la Ligue 1. A noter que les responsables de la FAF ont déjà appliqué cette technologie lors de la précédente édition de la Coupe d'Algérie, et qui a été un véritable succès.

Ligue des champions d'Afrique
Le CR Belouizdad se qualifie
dans la douleur

Après sa défaite 1-0 contre l'AS Douanes à l'aller, le CR Belouizdad est parvenu à renverser la vapeur face aux Burkinabés de l'AS Douanes et se qualifier à la phase des groupes à l'occasion du 2^e tour préliminaire retour de cette compétition au stade Miloud Hadebi d'Oran. Le Chabab a signé là sa cinquième qualification consécutive à ce stade de la compétition.

Avant-hier, le CRB n'a pas été convaincant sur le plan qualité de jeu ou l'organisation tactique. Il faut avouer que l'absence de Selmi, un élément clé dans la complémentarité au milieu de terrain, s'est grandement fait sentir. Face à une équipe burkinabée très agressive, les nôtres ont eu

du mal à imposer leur présence en se contentant de balancer des ballons à l'emporte-pièce pour essayer de trouver la faille. L'excès de précipitation a été fatal aux "Rouge et Blanc" qui ont voulu rattraper d'entrée le petit retard d'un but de la première manche. Il a fallu attendre la 42^e pour voir Meziane inscrire le fameux but libérateur qui a remis les deux équipes à égalité sur les deux manches.

A la reprise, le CRB est parvenu à dominer son adversaire du jour mais d'une manière désordonnée. Cela a permis à l'AS Douanes de reprendre confiance pour aller porter le danger dans le camp belouizdadi. L'expulsion du défenseur Keddad a compliqué davantage la situation des Belouiz-

zdadis qui ont été sérieusement inquiétés par les visiteurs. Etant à égalité sur l'ensemble des deux matchs, les deux formations devaient se départager au prix des tirs au but. Il a fallu toute la classe du gardien de but Zeghba qui a eu le mérite d'arrêter les deux derniers tirs au but d'une série mal entamée par le CRB après avoir raté le premier essai par Benguit. En somme, une qualification au forceps des "Rouge et Blanc" qui a soulagé les milliers de fans belouizdadis qui ont fait le déplacement à Oran pour soutenir leur équipe. L'essentiel est là mais Corentin Martins doit revoir sa copie avant l'entame en prévision de la phase des poules.

M. Zeggai

Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 18h00 :
USM Alger-Stade Tunisien
Les Usmistes pour un billet
à la phase des groupes

Le stade Miloud Hadebi d'Oran sera aujourd'hui, encore une fois, le théâtre d'un rendez-vous continental entre le représentant algériens en coupe de la CAF, l'USM Alger, et son homologue du Stade Tunisien pour le compte du second tour préliminaire (retour). Les Usmistes aborderont ce match avec l'objectif de composer leur billet pour la phase de poules. Les "Rouge et Noir" entameront ce derby maghrébin avec l'intention de refaire leur retard et poursuivre ainsi leur aventure dans cette compétition. Lors du match-aller, les nôtres ont, par manque d'efficacité offensive, laissé échapper une victoire nettement à leur portée. Ce soir, les Algériens sont dans

l'obligation de réagir pour combler leur retard face à un adversaire qui ne s'est pas déplacé pour faire du tourisme mais pour préserver son maigre avantage et arracher une qualification pour la phase de poules. L'entraîneur tunisien de l'USMA, Nabil Maâloul, et ses joueurs sont donc avertis. Désormais dos au mur, les «Rouge et Noir» n'auront plus droit à l'erreur pour faire respecter la hiérarchie et renverser la vapeur. Mais, il faudra se tenir sur ses gardes face à une équipe tunisienne qui reste toute de même capable du meilleur comme du pire. Le coach de l'USMA a certainement tiré les enseignements nécessaires lors de la première manche ce

qui va lui permettre sans nul doute de lui donner beaucoup d'indices sur un team tunisien qu'il connaît parfaitement. On s'attend probablement à quelques changements dans le onze titulaire et dans la stratégie à adopter. Sur le terrain, l'USMA dispose de solides arguments, notamment sur le plan individuel, pour faire la différence à condition de faire preuve de concentration. En plus de l'objectif assigné, les Usmistes devront confirmer leur statut de vainqueur de la coupe de la CAF en 2023 et demi-finaliste en 2024. Avec l'appui de son merveilleux public, l'USMA semble bien partie pour répondre à l'attente de ses milliers de fans.

M. Zeggai

Ligue 2 : Centre-Est
Bon début de l'US Chaouia
et l'USM Harrach

L'US Chaouia et l'USM El Harrach ont réussi leur début de saison en allant s'imposer en déplacement face respectivement au CA Batna et l'US Souf, l'expansionnaire de l'élite. C'est le cas également du MO Constantine qui a pris le meilleur à domicile face au HB Chleghoum Laid et l'USM Annaba qui a disposé du MSP Batna, pour le compte de la première journée de ce groupe.

L'USM El Harrach, qui aspire à jouer les premiers rôles, a procédé à plusieurs changements au niveau de son équipe dirigeante, staff

technique et son effectif. Les Harrachis viennent de réaliser leur première victoire à l'extérieur ce qui est de bon augure pour la suite de la compétition. Idem pour l'US Chaouia qui a engrangé ses trois points lors de son déplacement en remportant son derby face au CAB. Les Annabis ont bien entamé le championnat après avoir réalisé l'essentiel face à leurs hôtes du jour du MSP Batna. La même remarque s'impose pour le MO Constantine qui a assuré l'essentiel contre le HB Chleghoum Laid.

Dans les autres rencontres

de cette journée inaugurale de ce groupe, la JS Bordj Menaïel a signé sa première contre-performance à domicile, ayant été tenue en échec par l'IRB Ouargla. Tout comme le NRB Teleghma face à l'AS Khroub. Pour sa part, le promu, la JSD Jijel a laissé filer une belle opportunité chez elle après avoir laissé passer l'occasion de remporter sa première victoire qui semblait acquise, en encaissant le but de l'égalisation de l'O. Magrane dans le temps additionnel (90e+14e). Les Jijeliens avaient ouvert le score (90e+2e). M. Z.

Amin Chiakha prolonge
à Copenhague

Le jeune attaquant algéro-danois, Amin Chiakha, 18 ans prolonge avec son club le FC Copenhague jusqu'en 2029. Prometteur, Amin Chiakha voit ses performances récompensées avec le FC Copenhague. Le club, lui a offert une prolongation de contrat de cinq ans, jusqu'en 2029. La saison dernière, le joueur, qui évoluait en U19, avait disputé 34 matchs, marqué 28 buts et délivré trois passes décisives.

Il avait également été meilleur buteur des phases de groupe de l'UEFA Youth League.

Le joueur est suivi par les plus grands clubs d'Europe et a été approché notamment par le Borussia Dortmund. L'entraîneur du FC Copenhague, Jacob Neestrup, s'est réjoui de cette prolongation de contrat et n'a pas hésité à tarir d'élo-



ges son jeune joueur : "L'avenir est prometteur pour Chiakha et il doit continuer son travail et atten-

dre patiemment ses opportunités. (...) Nous sommes impatients de le voir développer son potentiel."

Rayan Cherki va-t-il changer
sa nationalité sportive ?

Rayan Cherki aurait dit adieu au maillot de l'équipe de France. Le joueur de l'OL aurait décidé de représenter l'Algérie, son pays d'origine, et aurait donné son accord à la FAF. L'annonce pourrait être officialisée une fois que sa si-

tuation personnelle aura évolué. Ainsi, l'heure des décisions est venue pour ces jeunes joueurs désirant de déterminer leur sélection nationale. Selon les informations de Win Win, le joueur de l'OL aurait donné son accord à la Fédéra-

tion algérienne de football pour rejoindre les Verts. A de nombreuses occasions, Cherki aurait discuté de son avenir avec Vladimir Petkovic, qui souhaite rajeunir le groupe algérien. Le média précise, néanmoins, que la situation a été gelée en attendant que Cherki puisse régler ses soucis à Lyon.

Ancien sélectionneur de l'équipe nationale, Nasser Sandjak pense que Cherki ferait le plus grand bien à l'EN. "Je pense que c'est peut-être le moment d'essayer de convaincre Rayan Cherki. Il est certes international français chez les Espoirs, mais sélectionnable pour l'Algérie. Je ne sais pas si la fédération algérienne et Petkovic sont entrés en contact avec lui, mais il pourrait beaucoup apporter à la sélection", a-t-il lâché à Afrik Foot. Cherki semble bien parti pour ne pas suivre les traces de Nabil Fekir, passé par l'OL, mais qui ont tranché en faveur de l'équipe de France.

Groenland Les tatouages Inuits reviennent sur les visages de femmes

«C'est comme un retour aux sources»: sur son front, Andu Schiødt Pikilak porte un assemblage de traits fins en forme de «V», son premier tatouage inuit qu'elle vit comme une renaissance tant personnelle que pour la culture groenlandaise.

La psychologue de 61 ans a sauté le pas il y a sept ans et son «tuniti» a depuis été rejoint par des marques traditionnelles sur l'avant-bras et les doigts.

«Les tatouages ont disparu de l'espace visuel pendant de très nombreuses générations et sont revenus il y a peu de temps, c'est très libérateur», confie cette femme réservée rencontrée par l'AFP à Nuuk, la capitale de l'immense île arctique.

Le Groenland fut une colonie du Danemark de 1721 à 1953, avant de gagner progressivement son autonomie lors de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Avant la colonisation, le tatouage s'intégrait pleinement dans la culture groenlandaise, et on le retrouve aussi dans les autres cultures inuites notamment au Canada. Majoritairement réservé aux femmes, il avait

été de facto banni par les missionnaires européens.

Pourtant, pour Andu, «c'est comme s'il avait toujours été là». Dans son entourage, tout le monde a applaudi son choix et rares sont les regards désapprobateurs, assure-t-elle dans son appartement moderne décoré par endroit d'objets traditionnels comme ces couteaux à la lame en forme de croissant. Pour la trentenaire Eva Nielsen, le choix d'un tatouage traditionnel - 12 lignes - sur le menton a été le fruit d'une longue réflexion personnelle. «C'est un symbole. Je veux porter en moi ma culture», dit cette fille d'un père danois et d'une mère groenlandaise qui a essentiellement vécu au Danemark. «Ce n'est pas simplement un tatouage de papillon, ça a une vraie signification. J'étais tellement contente quand je me suis regardée la première fois dans un miroir», ajoute la jeune femme de 33 ans.

MOMIES TATOUÉES

Les plus anciens témoignages connus sur les tatouages inuits groenlandais remontent au XV^{ème} siècle avec les momies de Qilakitsoq (nord). Parmi ces

huit corps, découverts en 1972 dans un excellent état de conservation à la faveur du climat très froid et sec, cinq, de femmes, présentent des tatouages faciaux.

«Les tatouages sont liés aux relations familiales et au statut dans la société de l'époque, mais aussi à ce que l'on était capable de faire», détaille la conservatrice Aviaja Rosing Jakobsen, elle-même tatouée. Ce n'est pourtant que très récemment que les Groenlandais ont commencé à découvrir et à se réapproprier leur héritage culturel. «En grandissant au Groenland, à l'époque post-coloniale, à l'heure où nous étions une province du Danemark (...), le discours était que les Inuits, qui nous ont précédés, étaient des gens différents de nous», se souvient Maya Sialuk Jacobsen, tatoueuse professionnelle qui vit entre Nuuk et Svendborg au Danemark. «Ca m'a pris un certain temps de comprendre que ce n'est pas le cas», ajoute-t-elle. Cette quinquagénnaire a commencé à s'intéresser aux tatouages rituels il y a une dizaine d'années quand elle s'est retrouvée au repos forcé après une opération de l'épaule.

Publicité

APPELEMENTS

■ Vente appartements F3 et F4 à Gambetta emplacement idéal. Nouvelle résidence, Oran, Indjaz GM – Tél : 0770.98.86.66/0560.13.44.41

■ A vendre F5, 165 m², 2 façades, 7^e étage avec ascenseur, résidence Président, rue Souhila Belahoual, Boulanger Oran – 0772.94.81.89 - 0773.19.44.81

■ Location F3 meublé, 10^e étage, à côté Hôpital, Oran, Plateau – Tél : 0660.82.56.23

■ A vendre F3, 326 m², jacuzzi, hammam, à Claire-Fontaine 40 m, face mer, sans vis-à-vis, 100.000 DA/ m², 6^e étage dernier étage, avec ascenseur – 0673.46.70.45

■ A vendre duplex F4, 440 m², jacuzzi, hammam à Gambetta 100.000 DA/m² dernier étage avec ascenseur – 0673.46.70.45

■ Vends joli appartement : 3 pièces, cuisine + débarras superficie 78 m² 58, 1^{er} étage, cité 150 logts, les Castors – Tél : 0771.18.76.24

■ Vends à Maraval appartement F4, 145 m², 17m de façade, 7^e étage, ascenseur, parking sous-sol, femme de ménage, gardiennage, chambre parentale avec suite – Tél : 0697.74.51.36

■ Vends F3 - F4 - F5 promot. Cuisine équipée, chaudière, placard, box de voiture à Maraval, Cité Petit, Fernandville, HLM - 0772.43.37.38 / 0660.88.46.15

■ F2 à vendre, RDC, acté, superficie 36 m², cour espagnole, rue Nouar Khedidja Oran + Vds F4, 4^e, rue Vieille Mosquée Oran - 0778.83.06.85

VILLAS

■ Vends villas différentes, superficies : 150-200-250-600 m² à la Lofa - Pépinière - St-Hubert - Belgaïd - Canastel- Fernandville – Tél : 0660.88.46.15 - 0555.92.95.10

PENSÉE

Le 22 juin 2024 nous as quittés à jamais notre très cher père, grand-père, l'époux,

AZZOUZ

Mokhtar

Retraité APS

Tes fils Mustapha, Mohamed, Rafik, Omar et ta fille Fatema Zohra demandent à ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Ils tiennent à remercier les familles Chabane, Chaoui, Hamal, Benaoumeur, Benhabib et ses voisins pour leur soutien inoubliable.

Repose en paix Mokhtar

Ta fidèle épouse Lila

Repose en paix papy

Tes petits-enfants qui t'adoraient



LOCAUX

■ A vendre local de 24 m², aménagé en salon de coiffure pour dames, à la cité 'El Wouroud', à 200m du rond-point café Dubaï Oran – Tél : 0661.20.17.15 - 0771.91.99.33

■ Vds/louer local commercial de 31 m² autre de 22 m² DF à côté pharmacie avec sanitaire + F2, 132 m² avec gde terrasse vue sur mer, 4^e un appart dans le palier d'Oran côté Fro, t de mer rue de Nancy – Tél : 0661.20.19.59

TERRAINS

■ Vends lots de terrain à Boufatis, 250 m² - Tél : 0778.53.70.55/0656.79.02.82

DIVERS

■ A vendre TV, Plasma 32 pouces, neuf, servi un mois, de bon état, belle image, couleur et éclairage HD de marque Brandt prix 17000 négociable – tél : 0782.34.64.46

■ A louer licence de taxi wilaya d'Oran 31 prix intéressant – Tél : 0561.23.78.00

■ Licence café à louer wilaya d'Oran – Tél : 079617.16.93

PENSÉE

Deux années, jour pour jour se sont écoulées depuis la disparition le 22 septembre 2022 de notre très chère et inoubliable **HADJA CHIALI RABIAH née BENSALHI.**

Ton départ a laissé un vide immense, un silence étourdissant que même le temps aura du mal à apaiser. Repose en paix Maman. Repose en sachant que ton esprit vit en nous et que ton amour nous guide encore et toujours.

Ses enfants et petits-enfants marqués par cette perte demandent à ceux qui l'ont connue d'avoir une précieuse pensée à sa mémoire. « A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons »



République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya de RELIZANE
Direction des Travaux Publics
NIF- DTP = 409015000048023
Avis D'appel D'offre ouvert
Avec Exigence de Capacités Minimales
N°... /2024

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de RELIZANE, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales, pour la réalisation des travaux concernant le projet:

ENTRETEIN DE LA RN 23 DU PK57+550 AU PK58+250 ET DU PK 58+950 AU PK 60+350 SUR 2,1KM

Capacités minimales exigée :

Conformément à l'article 17 de la loi n°12-23 et les articles 26,37,38,39 de la même loi et l'article 44 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics ne peuvent soumissionner pour ces travaux seuls les entreprises qui répondent aux conditions minimales d'éligibilité à savoir :

L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges est réservé uniquement aux entreprises et de droit Algérien remplissant les conditions minimales d'éligibilités suivantes :

1/ Capacités Professionnelles :

L'entreprise doit avoir le Certificat de Qualification et de Classification Professionnelles de catégorie CINQ (05) ou plus, activité principale « Travaux Publics », en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

2/ Capacités techniques :

- Ayant réalisé au moins un projet routier ou plus dont les quantités cumulées de : Travaux d'enrobé GB et BB supérieures ou égales à 2500 T doit être justifier par une attestation de bonne exécution délivrée par Le service contractant.

- Centrale d'enrobé dans une distance de 100km par rapport au lieu du projet

Le lieu d'installation du Centrale d'enrobé doit être Indiqué dans le dossier de soumission Justifier par PV de constat d'huissier de justice (délai inférieur à 5x (06) mois à la date d'ouverture).

3/Capacités financière :

Les entreprises ayant au moins d'un chiffre d'affaire des 03 dernières 2021, 2022,2023 supérieures ou égale 25 000 000.00 DA TTC visé par les organismes compétentes.

NB : Les entreprises crée nouvellement (moins de trois (3)- ans), le moyen de chiffre d'affaires des années d'activité sera prendre en considération, pour les entreprises débutantes (une année d'activité) le chiffre d'affaire de cette dernière sera prendre comme référence.

Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le dossier d'appel d'offres auprès de : LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE RELIZANE, SISE A : CITE INTISSAR - RELIZANE.

- Seules les personnes dûment mandatées par l'entreprise peuvent retirer le dossier de soumission.

L'offre comprendra toutes les pièces et documents qui seront mis dans trois (03) enveloppes distinctes cachetées et fermées, qui porteront la mention selon le contenu : la première contiendra dossier de candidature –offre technique, et l'offre financière. Le tout sera mis dans une même enveloppe cachetée et fermée dite " enveloppe intérieure ". Portant la mention : à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - avis d'appel d'offre n°.../2024 -objet de l'appel d'offre .

ENTRETEIN DE LA RN 23 DU PK57+550 AU PK58+250 ET DU PK 58+950 AU PK 60+350 SUR 2,1KM

1-Le dossier de candidature contient :

N°	PIECES DEMENDES
01	- Une déclaration de candidature dûment remplie, datée, signée (selon modèle).
02	- Une déclaration de probité dûment remplie, datée, signée (selon modèle)
03	- Les statuts pour les sociétés (EURL, SNC, SARL, SPA) ;
04	- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
05	- Attestation de mise à jour auprès de la (CNAS, CASNOS, CACOBATH) récent valide. (en cours de validité à la date d'ouverture).
06	- Copie de certificat de qualification et de classification activité principale Travaux Publics catégorie 05 ou plus», en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
07	- Une copie de registre de commerce électronique.
08	- Numéro d'identification fiscale (NIF).
09	- Extrait de rôle apuré joint avec engagement de paiement des dates + calendrier de paiement le cas échéant.
10	Références professionnelles de l'entreprise délivrées par des maîtres d'ouvrage.(Ayant réalisé au moins un projet routier ou plus dont les quantités cumulées de : Travaux d'enrobé GB et BB supérieures ou égales à 2500 T doit être justifier par une attestation de bonne Exécution délivrée par Le service contractant.
11	- Les bilans des trois dernières années 2021- 2022-2023 visé par les organismes compétentes.
12	- Attestation d'identification bancaire (RIB).
13	- Copie de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;
14	- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux année 2022, pour les sociétés de droit algérien (EURL, SNC, SARL, SPA).

2- Offre technique contient :

N°	PIECE DEMENDE
01	- Déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint), dûment remplie, datée, signée pour chaque lot.
02	- Les pièces justificatives pour les Moyens humains cité dans Mémoire Technique Justificatif: Pour les cadres : par les diplômes+ affiliation CNAS individuel + attestation de travail. Pour les ouvriers : par affiliation CNAS individuel + attestation de travail.
03	Moyens matériels : Justifiés par - pour le matériel roulant : les cartes grises + police d'assurance + contrôle technique. - pour le matériel non roulant : factures d'achat + PV de constat d'huissier de justice récent délai inférieur à six (06) mois à la date d'ouverture.
04	- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
05	- un planning respectant les délais d'exécution.
06	- Mémoire Technique Justificatif, dûment remplie, datée, signée (selon modèle ci-joint) .
07	- P.V de visite du site (selon modèle ci-joint).

3- L'offre financière contient

-La lettre de soumission (selon modèle) dûment remplie, datée, signée par le soumissionnaire
-Le bordereau des prix unitaires, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;
-Le détail quantitatif et estimatif, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

- La durée de préparation des offres est de dix (10) jours à compter de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux.
- Le jour de dépôt des offres correspond au dernier jour de la préparation des offres, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal le jour de dépôt des offres est différé jusqu'au jour ouvrable suivant
- L'heure limite de dépôt des offres : de 08 h 00 mn à 13 h 00 mn.
- L'ouverture des plis se fera le même jour de dépôt des offres à 13 h 00 mn .
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de (03) trois mois à compter de la date d'ouverture des plis

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis à la date et l'heure sus citées.

République Algérienne Démocratique & Populaire

Wilaya de Sidi Bel Abbés
Daira de Mostefa Ben Brahim
Commune de Mostefa Ben Brahim
N° 11/2024

AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public notamment l'Article 74.

Le président de l'assemblée populaire communale de Mostefa Ben Brahim informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à deuxième l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales de l'annulation d'attribution provisoire du 25/06/2024 pour le L'opération : **CHARGEUR.**

Fait à Mostefa Ben Brahim Le

Le P/A.P.C

ANEP N° 2431011802 Le Quotidien d'Oran 22/09/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère des Finances

Direction Générale des Douanes

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES DE BECHAR

NIF: 099108019034034/01

2^{ème} AVIS D'ANFRACUOSITE

De l' d'appel d'offre ouvert avec exigence capacités minimales portant sur:
L'approvisionnement des brigades et sites d'administration des douanes de Bechar
N° 02/ 2024 du 27/08/2024
(30 lots)

Conformément à la loi N° 23-07 du 21 juin 2023 relative aux règles de comptabilité publique et gestion financière et à la dispositions du Décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction Régionale Des Douanes De Bechar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence capacités minimales portant sur: L'approvisionnement des brigades et sites d'administration des douanes de Bechar N° 02/ 2024 du 27/08/2024.

Qu'à l'issue d'une seule offre réceptionnée, qui ne répond pas aux conditions exigées, l'avis d'appel d'offre est déclaré : **infructueux.**

**LE DIRECTEUR REGIONAL DES DOUANES
DE BECHAR PAR INTERIM**

ANEP N° 2431011864 Le Quotidien d'Oran 22/09/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT ET L'URBANISME ET de LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION

IMMOBILIERE DE LA WILAYA DE MASCARA

N° IDENTIFICATION FISCALE : 099829066206233

Avis d'attribution Provisoire

En Application de la loi n°12-23 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et les dispositions de l'article N°65 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics , l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Mascara, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis de concours national d'architecture restreint (maîtrise d'œuvre) n°07/2024 paru dans les quotidiens le quotidien d'Oran et Bola en date du 22/02/2024 portant sur (étude et suivi) des 330/1000 logements publics locatifs avec VRD à travers la wilaya de Mascara programme Année 2024 en 09 lots séparés :

- Lot N°01 :30 logements publics locatifs à Oued Abtal .
- Lot N°02 :30 logements publics locatifs à Hachem .
- Lot N°03 :30 logements publics locatifs à Zahana .
- Lot N°04 :30 logements publics locatifs à Froha .
- Lot N°05 :30 logements publics locatifs à El Keurt .
- Lot N°06 :30 logements publics locatifs à Khalouia .
- Lot N°07 :40 logements publics locatifs à Tizi .
- Lot N°08 :50 logements publics locatifs à Bouhafinia .
- Lot N°09 :60 logements publics locatifs à Ghris .

qu'a l'issue des séances d'évaluation des offres et conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, celle-ci a abouti aux résultats suivants

Les marché est attribué provisoirement aux bureaux d'étude suivants :

Bureaux d'étude	Lot	Montant de l'offre (En TTC)	Note technique	Note prestation	Note financière avec bonus	Note totale	Critères de choix
Groupement BET CCAU ARCHI ADNANE Morad	01	7 296 469.50 DA	15.00 pts	56.5 pts	9.92 pts	81.42 pts	Mieux disant
Groupement El Mohandlssoune	02	8 448 300.00 DA	15.00 pts	59.75 pts	8.63 pts	83.38 pts	Mieux disant
Benyoub Amlne	03	7 296 469.50 DA	15 pts	48.09 pts	10 pts	73.09 pts	Mieux disant
Groupement Zelati et Bouhalouane	04	7 296 469.50 DA	15 pts	49.8 pts	10 pts	74.8 pts	Mieux disant
Bensalem Morad	05	7 685 304.00 DA	12 pts	52.20 pts	10 pts	74.2 pts	Mieux disant
Groupement Zelati Bouhalouane	06	7 817 361.00 DA	15 pts	57.40 pts	9.33 pts	81.73 pts	Mieux disant
Groupement 2M	07	10 423 148.00 DA	15 pts	55.50 pts	9.33 pts	79.83 pts	Mieux disant
Agani Ahmed	08	11 392 895.50 DA	15.00 pts	54.5 pts	10 pts	79.5 pts	Mieux disant
Archi Tech Abdelmalek Wassil	09	14 187 392.00 DA	12 pts	64.5 pts	9.04 pts	85.54 pts	Mieux disant

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Mascara, dans un délai de 10 jours à compter du premier jour de l'apparition du présent avis

NB: Pour les soumissionnaires désirant connaître les résultats de l'évaluation de leurs offres techniques et financières , peuvent se rapprocher auprès de l'OPGI de Mascara au plus tard 03 jours à compter du premier jour de l'affichage du présent avis.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2431011862 Le Quotidien d'Oran 22/09/2024

2

20.10 Permis de construire



Comédie - France - 2021
Avec Didier Bourdon, Eric Fraticelli, Anne Consigny, Simon Abkarian
Alors que l'activité est calme dans le cabinet de dentiste qu'il partage avec son ami et confrère Victor, Romain Leblanc reçoit un appel de maître Bompard, le notaire chargé de la succession du père de Romain, récemment décédé. Le dentiste, qui n'avait pas vu son père depuis des décennies, apprend que celui-ci, amoureux de la Corse à la fin de sa vie, a acheté un terrain constructible sur l'île.

3

20.05 Brokenwood



Série policière - Nouvelle-Zélande - 2023
Saison 9 - Episode 2/6
- On ne choisit pas sa famille
Avec Neill Rea, Fern Sutherland, Jarod Rawiri, Cristina Serban Ionda
Une réception extravagante célèbre les 90 ans de Dolly dans sa demeure ancestrale. Le jour suivant, la situation prend une tournure macabre avec la découverte du cadavre d'une jeune inconnue dans le véhicule d'une convive. Simultanément, on apprend le décès nocturne du frère gravement malade de l'hôtesse.

4

15.30 Fort Boyard



Saison 35
Présenté par Olivier Minne
Pour cette nouvelle saison, le Père Fouras dévoilera chaque semaine une cellule inconnue du célèbre fort de Charente-Maritime. Ce soir, 6 candidats vont relever les défis et découvrir la cellule de Lantre des cauchemars.
17.29 L'Académie des Super-Héros
18.17 Organisation Super Insolite
19.25 C'est toujours pas sorcier
20.00 Le petit coiffeur
21.20 Céline : les derniers secrets

5

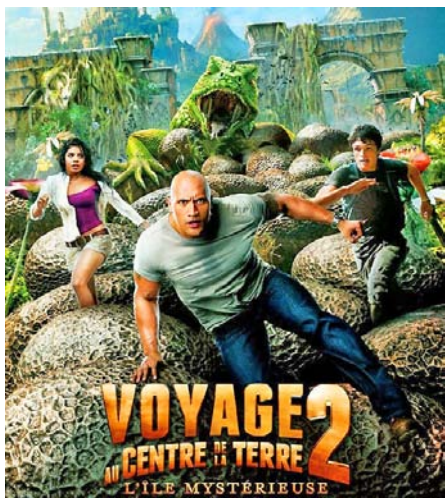
arte

C8

08.15 La p'tite librairie
08.20 Silence, ça pousse !
10.15 Echappées belles
11.00 C Médiatique
12.00 Une maison, une artiste
12.35 C l'hebdo
13.35 Le Sicilien aux arènes de Nîmes
15.45 Vivre loin du monde
16.30 Apocalypse Staline
17.35 En société
19.00 C politique
20.05 Face à l'histoire : Léon Blum, une vie héroïque

09.40 Les délices du Tyrol du Sud
10.10 Gironde, voyage le long de l'estuaire
10.55 Secrets sauvages du patrimoine
12.30 Monpti
15.55 Patrimoine mondial de l'Unesco : Trésors culturels
17.40 Concert au château de Prague
18.30 Karambolage
18.45 Arte journal
19.05 Andrée Putman, la grande dame du design
20.00 Coco avant Chanel
21.45 Coco Chanel : Une vie de légende

08.53 L'éphéméride
08.55 JT
08.58 Les animaux de la 8
12.23 Animaux à adopter
18.17 Face à Hanouna le before
19.16 Face à Hanouna
20.20 Mongeville
22.00 Souviens-toi : vivre avec la maladie d'Alzheimer



RTL9 19.55

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE 2 : L'ÎLE MYSTÉRIEUSE

Film d'aventures - Etats-Unis - 2012
Avec Dwayne Johnson, Michael Caine, Josh Hutcherson, Vanessa Hudgens
Sean Anderson fait tout pour décoder un message crypté envoyé par un adepte de Jules Verne. Afin de se rapprocher de l'adolescent rebelle, Hank Parsons, son beau-père, lui propose de l'aider à déchiffrer le message. Une fois celui-ci décodé, les deux hommes partent en direction d'une mystérieuse île du Pacifique, où Sean espère retrouver son grand-père, expéditeur du message. Ils embarquent en compagnie de Gabato et de sa fille Kailani. Après être passé par un cyclone, l'équipage atterrit en catastrophe sur une île.

CINE + émotion 19.50
DIVERSION



Thriller - Etats-Unis - 2015
Avec Will Smith, Margot Robbie, Adrian Martinez, Gerald McRaney
Nicky est passé maître dans l'art de l'escroquerie ; il en connaît toutes les ficelles. Alors quand il croise le chemin de la jolie Jess, apprentie arnaqueuse, il déjoue immédiatement le piège grossier qu'elle lui tend et décide de lui apprendre les rudiments du métier. Cependant lorsqu'elle commence à tomber sous son charme, Nicky préfère couper les ponts.

CINE + FRISSON 19.50
PASSENGERS



Film de science-fiction - Etats-Unis - Australie - 2016
Avec Jennifer Lawrence, Chris Pratt, Michael Sheen, Laurence Fishburne
Le vaisseau spatial Avalon traverse l'espace à destination de la planète colonie Homestead II. A son bord, 258 membres d'équipage et 5000 passagers, placés en hibernation, le temps d'un très long voyage de 120 ans. Mais la traversée d'un champ d'astéroïdes provoque un incident qui réveille le mécanicien Jim Preston 90 ans trop tôt. Quand il comprend qu'il est le seul dans ce cas, Jim, pris de panique, parcourt en tous sens le gigantesque vaisseau à la recherche d'un autre être humain réveillé.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 La chute du président



09.05 Automoto
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
11.55 Météo
12.00 JT 13h
12.40 Reportages découverte
15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit Life
17.20 Sept à huit
18.50 Petits plats en équilibre
18.55 Météo
19.00 JT 20h
19.45 TF1, rendez-vous sport
19.50 Le goût du détail

Film d'action - Etats-Unis - 2019
Avec Gerard Butler, Morgan Freeman, Danny Huston, Jada Pinkett Smith
Mike Banning est accusé d'être le cerveau d'une tentative d'assassinat envers le président américain Allan Trumbull. Il parvient à s'échapper et devient un fugitif. Tout en évitant d'être rattrapé par le FBI, il doit trouver l'identité de celui qui menace la vie du président.

6

20.10 Zone interdite



09.25 Turbo
11.30 Sport 6
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.25 Scènes de ménages
13.10 Maison à vendre
14.25 Recherche appartement ou maison
16.20 66 minutes
17.40 66 minutes : grand format
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.10 Sport 6
19.25 E=M6

Présenté par Ophélie Meunier
Un jeune Français sur deux souffre d'anxiété ou de symptômes dépressifs. Pendant plus d'un an, nous avons enquêté sur leur mal-être, recueillant des témoignages rares. Dans un quotidien hyperconnecté, les écrans et réseaux sociaux dominent leur vie, avec un impact alarmant sur leur santé mentale. Les spécialistes alertent : plus de quatre heures de réseaux par jour multiplient par trois le risque d'anxiété, surtout chez les filles.

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14



10.32 Faut voir ! L'hebdo cinéma
11.16 La Grille Moto
11.57 Moto GP : Grand Prix d'Emilie-Romagne
12.55 Plateau Sport F1 / Moto
13.00 Formula 1 : Grand Prix de Singapour
14.46 Le Podium
14.58 Formula One, le mag
15.29 The Match
16.30 Football : Premier League
18.29 Canal Football Club
19.25 Canal Rugby Club

- Stade Français / Toulon
L'an passé, le parcours des Parisiens en championnat s'est arrêté en demi-finales face à Bordeaux-Bègles. Julien Delbouis et ses partenaires comptent bien se mêler une nouvelle fois à la course pour le titre cette année. Pour combler le départ de Joris Segonds, les Stadistes ont enregistré l'arrivée de Louis Carbonel au poste de demi d'ouverture. Les hommes de Laurent Labit affrontent ce soir un solide pack toulonnais qui devrait aussi jouer les premiers rôles cette année.

PLANETE +

TFX

W9

08.26 American Pickers, la brocante made in USA
11.33 Les routes de l'esclavage
13.21 Juan Carlos : la chute d'un roi
14.58 L'histoire des sitcoms
16.29 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
18.23 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 L'histoire des sitcoms
21.29 Les monuments sacrés

08.15 Very bad blagues
11.30 Friends
16.35 Cleaners les experts du ménage
20.00 Petits plats en équilibre
20.05 Stars 80
22.15 Sous le même toit
08.30 Mon oncle Charlie
10.50 Modern Family
16.40 Dix pour cent
20.10 Patrick Bosso : Sans accent
22.30 Constance : Partouze sentimentale

08.20 HDM : L'hebdo de la musique
09.20 Génération Hit machine
11.20 100% poker
11.45 Météo
11.50 The Rookie
15.30 La petite histoire de France
20.10 Si on chantait
21.50 Babysitting 2



[illegible]

Horizontalement:

1. De belle eau, ils font les belles rivières.
2. Ascendant.
3. Caisse à caisses.
- Fragmenté.
4. Percus. Evacuations.
5. Scène.
- Pris à témoin.
6. Réputé.
- Auxiliaire de l'état.
7. Mince alors !
- Source locale confuse.
8. Trouble.
- Voie élevée.
9. Music, c'est musi-
que ! Saqué.
10. Partis Dieu sait où.

Verticalement:

- A.** Religieux en tournée !
B. Mêlée à des éléments étrangers.
 On se le donne pour convenir de ce qu'il faut dire ou faire !
C. Ordre d'appel.
 Effluve.
D. Blanche à pain.
 Affichée à la une.
E. Equipérent.
F. Un simple fait d'hiver.
 Montée en bougie.
G. Sacré vent.
 Ordre de marche.
H. Conjonctures.
I. Ne manque pas d'attrait.
J. Chérchès exprès.

E	E	E	N	O	I	T	A	S	I	R	O	T	U	A
L	R	M	U	N	V	C	S	O	U	T	I	R	E	R
G	E	U	M	O	A	A	R	I	H	C	N	A	L	B
N	L	R	O	O	J	B	R	R	E	I	V	A	R	G
O	A	A	B	J	H	A	U	B	R	E	S	N	A	D
I	V	I	N	O	I	T	A	R	U	A	T	S	E	R
T	A	L	A	N	U	B	I	R	T	M	C	A	M	E
A	C	L	T	N	E	M	E	S	U	E	I	R	E	S
T	R	E	S	R	U	E	D	R	A	H	I	N	D	
I	A	S	U	T	N	E	M	E	C	N	A	L	A	B
O	C	O	L	O	E	U	E	C	I	R	I	A	L	F
L	I	L	A	R	R	T	E	V	R	E	I	V	N	E
P	N	C	T	E	R	S	E	R	I	O	T	C	I	V
X	E	N	N	O	L	A	S	E	G	A	I	R	A	M
E	E	E	P	O	U	C	E	I	X	E	R	O	N	A

ACCES - ANOREXIE - ARDEUR - AUTORISATION -
BALANCEMENT - BIJOU - BLANCHIR - BOUM -
BRAVO - CAVALER - DANSER - ENCLOS - ENTREE -
ENVIE - EXPLOITATION - FLAIR - GRAVIER - HOMME -
JOUE - MARIAGE - MURAILLE - MURMURE - NIVEAU -
ONGLE - PORTEE - POUCE - RACINE - RESTAURATION -
ROUE - RUBAN - SALON - SERIEUSEMENT -
SOUTIRER - TABAC - TALUS - TRIBUNAL - VICTOIRE.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est surnommé.
- Mon 2e est la partie d'un vêtement qui couvre le bras.

Mon tout, c'est le jour des amateurs !

1 N	2 U	3 D	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	1	14	4	7	12	2	7	4	
1	9	8	9	6	4	6		15	2
3	4		7		7	8	14	9	1
13	7	1	4		8	12	9	5	4
16		4		8	1	4	6		6
5	8	5	8	15	9		4	5	
7	2		10	13	2	5	7	4	6
9		11	10	2	15	4		7	2
1	8		13	7		1	13	7	3
4	6	5			8	5	7	4	
7	9	4	1	6		8		2	5
	4	1	8		6	16	13	7	4
11		5	7	8	11	2	6		5
8	15	4	7	6		10	4	14	4
6	2	7	4		15	4	7	4	6

Jeux proposés par Chérifa Benghani

	↕							
	PROTESTER, RECLAMER, RALER ----- POSSESSIF						← ↑	FRUITS ----- ORIENT
	↕			↑		↑		
			↕	AU PIF ! ----- EXTRA-ORDINAIRE, MERVEILLEUX		↕	RÈGLE ----- CHOISI	
		↑					↕	
		PREMÈRE PAGE D'UN JOURNAL ----- CHIFFRE			VRAIE TETE EN L'AIR, TETE DE LINOTTE ----- SUD-EST	↕	TRAVAUX PUBLICS ----- FINIR COMME ON L'ENTEND !	
	↑	←						
A LA MODE ----- CHIEN D'AGREMENT À POIL FRISÉ		→		↑			↓	
	←	TÊTE D'EPINGLE ----- TROUILLE, PÉTOCHE		DANS ----- TERRES CEINTES		↕		
	↕						↕	
							HISSA ----- REVOIR SON COURS	
							←	↑
		↕	CONTRACTÉ ----- OISEAU DE BASSE-COUR	S'IL VOUS PLAÎT ! ----- PRÉPOSITION	→			COUR D'ECOLE ----- CARRÉ DE DIX
		↓		↓				↓
				↕	SIÈGE DE ROI ----- FINI, BON A JETER		OFFENSE, AFFRONT, INJURE	
					↓		↕	
↕	SALAIRE, ARGENT REÇU POUR UN TRAVAIL, UN SERVICE							
				MILIEU ----- ENLEVÉE	→			
		←						
	↕	TITANE ----- NÉGATION ----- ATTACHÉ					SHOOT ----- PART À PART	
	←						↕	
		→					→	

	7	6		4		8	9	
	3						5	
							7	6
	2	8			7			
4					6			1
	5				2		8	4
				2			4	5
1			5	7		6		
		9				2		

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9072

	H	O	L	D	U	P		C
S	O	E	U	R		A	R	E
A	T		S	A	C	R	E	S
B	E	C		G		T	C	
R		O	T	E	R		R	C
E	D		R	E		S	U	R
S	E	S		S	O	R	T	E
	C		R		N		E	T
P	O	L	A	R		A	M	I
C	R	A	Y	O	N		E	N
	E		E		S	E	N	S
F	R	E	R	E		S	T	

CROISÉS N°9072

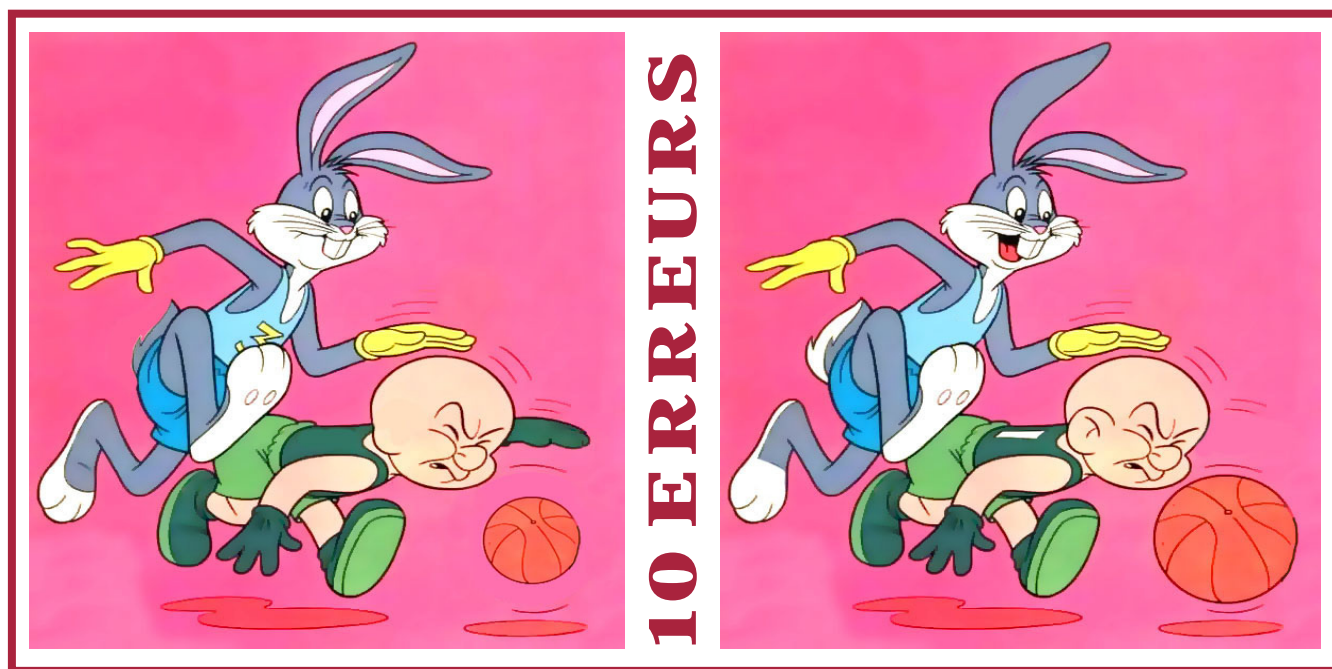
D	E	B	U	T	A	N	T	S	
E	V	A	S	I	V	E		A	D
T	I	R	A	G	E		P	L	I
R	E		G	R	U	G	E	E	S
I	R	R	E	E	L	S		E	P
C		O	R	S	I		I	S	E
O	B	U	S		S	E	S		N
T	A	G		E		M	O	I	S
E	V	E	N	T	U	E	L	L	E
S	E		V	A	N	T	E	E	S

SUDOKU N°9072

6	5	2	4	1	9	8	3	7
3	9	4	5	8	7	2	6	1
8	1	7	3	2	6	4	9	5
7	2	3	1	9	8	6	5	4
9	6	1	7	5	4	3	8	2
4	8	5	2	6	3	1	7	9
1	3	9	8	7	2	5	4	6
5	4	6	9	3	1	7	2	8
2	7	8	6	4	5	9	1	3

CODÉS N° 9072

1	L	2	I	3	M	4	A	5	O	6	U
7	T	8	N	9	S	10	P	11	E	12	F
13	R	14	Q	15	C	16	D	17	G	18	
19		20		21		22		23		24	



Mexique : 11 corps retrouvés dans une ville frontalière des Etats-Unis



Les corps de onze personnes, dont deux décapitées, ont été découverts vendredi dans la ville mexicaine d'Ojinaga, à la frontière des Etats-Unis et sur la route du trafic de drogue de l'Etat de Chihuahua, ont annoncé les autorités.

La zone où les corps ont été retrouvés est le théâtre d'un conflit entre des groupes criminels pour le contrôle de cette région limitrophe du Texas, a dit à la presse le procureur de l'Etat, César Jauregui.

Le procureur cependant a exclu tout lien avec les conflits internes au cartel de Sinaloa, qui secouent l'Etat du même nom depuis près de deux semaines et qui ont fait plus de 40 morts. La spirale de la violence liée au crime organisé a fait plus de 450.000 morts et quelque 100.000 disparus au Mexique depuis 2006, selon les chiffres officiels.

Renvoi de migrants vers la Libye : une ONG demande à la CPI d'enquêter



L'ONG italienne Mediterranea a demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur le ministre italien de l'Intérieur Matteo Piantadosi pour violation présumée des Conventions de Genève sur les réfugiés, pour avoir renvoyé des migrants vers la Libye, a indiqué vendredi l'organisation caritative. M. Piantadosi, qui appartient au gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni, a publié jeudi sur le réseau social X un message qui, selon l'ONG, prouve qu'il enfreint le droit international. «16.220 migrants se dirigeant vers les côtes européennes ont été interceptés en mer et renvoyés sains et saufs en Libye depuis janvier», a écrit M. Piantadosi.

Ce chiffre «témoigne de l'efficacité de la collaboration de l'Italie avec les pays d'origine et de transit des migrants pour lutter contre les trafiquants d'êtres humains et les décès en mer», a-t-il ajouté. La Libye n'est pas un pays sûr «comme l'ont certifié les organismes internationaux les plus importants et les Nations unies», a affirmé Mediterranea dans un communiqué, en estimant qu'y renvoyer des personnes contre leur gré représente donc un «crime très grave».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Niger: des «mesures exceptionnelles» face aux attaques jihadistes



Le régime militaire au pouvoir au Niger a annoncé la prise de «mesures exceptionnelles» de sécurité pour faire face aux attaques jihadistes qui continuent de frapper le pays, tout en assurant que la situation «est sous contrôle». «Pour faire face à la récurrence des attaques dans certaines localités de notre pays, le Conseil des ministres a décidé (...) que les me-

sures de sécurité soient renforcées dans les différentes zones d'opérations militaires.

Ainsi, des mesures exceptionnelles seront mises en oeuvre pour endiguer ce phénomène», indique le ministère de la Défense dans une communication consultée vendredi par l'AFP. La teneur de ces mesures n'a pas été précisée.

Au moins douze soldats ont

été tués dans trois attaques séparées entre dimanche et mardi, dans diverses parties du territoire nigérien.

Le Niger est confronté à des attaques jihadistes depuis plusieurs années, dans la région de Tillabéri (ouest) près des frontières du Burkina Faso et du Mali et dans celle de Diffa (sud-est), des zones où l'état d'urgence est en vigueur.

Japon: plus de 60.000 évacuations en raison d'inondations, un disparu

Les autorités ont ordonné samedi l'évacuation de plus de 60.000 habitants du centre du Japon en raison d'inondations provoquées par de fortes pluies, faisant état d'une personne disparue. Quelque 44.700 habitants des villes de Wajima, Suzu et Noto, dans le département d'Ishikawa, ont été forcés de quitter la zone, ont indiqué des responsables locaux.

A 11H00 des inondations avaient été confirmées sur une dizaine de rivières de la région, a déclaré Masaru Kojima, du ministère des Territoires. Trois d'entre elles ont débordé et les crues ont atteint des communes

proches, a indiqué un responsable, ajoutant que les dégâts subis par les bâtiments et les infrastructures étaient en cours d'évaluation. Une personne est portée disparue à Wajima, où de multiples édifices ont été inondés et des routes bloquées par des glissements de terrain, a expliqué dans un communiqué le département.

L'Agence météorologique japonaise a placé le département d'Ishikawa en alerte maximale, mettant en garde contre des dangers «mortels». Satoshi Sugimoto, prévisionniste de l'agence, a rapporté des «pluies diluviennes d'une ampleur sans précédent».



La Communauté de l'Afrique de l'Est propose la création d'un forum pour promouvoir la paix et la sécurité régionales



La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a annoncé vendredi dans un communiqué qu'elle avait proposé la création d'un forum tripartite régional pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région.

Selon le communiqué publié par le siège du bloc régional à Arusha, une ville du nord de la Tanzanie, la proposition a été faite par Veronica Nduva, la secrétaire générale de la CAE, lors d'une réunion qui a eu lieu à Juba, la capitale du Soudan du Sud, avec le président sud-soudanais Salva Kiir, qui préside le sommet des chefs d'Etat de la CAE.

Mme Nduva a souligné que le forum tripartite sur la paix et la sécurité constituera une plate-forme pour relever les défis communs en matière de sécurité et promouvoir la stabilité régionale. Les Etats membres de la CAE, une organisation intergouvernementale, sont la République démocratique du Congo, la Somalie, le Burundi, le Kenya, le Rwanda, le Soudan du Sud, l'Ouganda et la Tanzanie.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'INJUSTICE, ARME CHOISIE DES HYÈNES

le suicide planétaire. Pour la garantie des suprématies le privilège est accordé à la marche sur les corps et il devient incongru d'exiger des requins d'aujourd'hui de se muer en anges pour asseoir une féerie mondiale. L'utopie est de solliciter de l'humanisme de chez des forces qui ont tout des hyènes dans les gènes et qui tiennent à s'assurer que le monde n'appartient qu'à eux seuls. Un legs presque divin mais relevant d'une grande utopie. Le coude-à-coude serré des cultures et des civilisations qu'ils engagent sans vergogne n'est qu'une étape

des ères pour que la grande civilisation humaine s'installe.

Fort heureusement, des recoins de sagesse et de bonne conscience existent et perdurent quitte à donner l'impression en aparté ou au sein des organisations internationales de prêcher dans le désert. Ils se refusent de faire le dos rond, convaincus par les enseignements de l'histoire qui leur ont prouvé que les empires naissent pour disparaître. Ce ne sont pas les indices qui manquent pour prouver que de grandes décadences s'annoncent.

A charge des pays et des Etats de se prémunir avec intelligence et vision idoine de la dangerosité des tempêtes multiformes qui traversent ce siècle.